



Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 239 - 8 F
NOVEMBRE 1983

le peuple breton

FR3 - RENNES

IDEES RICHES

POUR

TELE PAUVRE

PRIVÉ :

MODESTES

PROPOSITIONS

Photo Louis Blonce

M 2331 - 239 - 8,00 F

FÊTE : SOUVENIRS ! SOUVENIRS...

Une Bretagne en pointe.



Crédit Mutuel de Bretagne

L'ESPRIT D'ÉQUIPE



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert de 19h. à 6h du matin
et Vend. Sam. Dim. de :
12h. à 15h. & 19h. à 6h. du matin

AN DIV STAL NEMETO ER VRO !

E KEMPER



AR BED KELTIEK - Pell : 95.42.82
2, straed ar Roue Grallon
2, rue du Roi Grallon

EVIT HO LEVRIOÙ - PLADENNOÙ -

E MONTROULEZ



KORN OG - Pell : 63.25.40
22, straed ar Vur
22, rue du Mur

- PEZHIOÙ ARZ KELTIEK

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

GREVES

Le «Peuple Breton» présente à ses lecteurs ses excuses pour les retards qu'ils ont pu constater dans l'acheminement de leur numéro d'octobre, retards dus aux grèves dans les centres de tri. Ajoutons à cette formule consacrée deux remarques. D'abord que ces grèves étaient loin d'être sans justification puisque c'est de la qualité du service public dont il était fortement question. Ensuite, on aura pas été sans observer que les lieux de prolongement de ces arrêts de travail appuyés ont surtout été : la Bretagne et la région parisienne dont les centres de tri comptent, comme par hasard, un nombre de Bretons en transit d'une ou plusieurs années...

La perturbation de la diffusion du courrier a joué également dans l'autre sens. Le nôtre, c'est-à-dire dans la réception des abonnements et des (toujours bienvenus) compléments de soutien à notre mensuel. Raison de plus pour, ce mois-ci, mettre les bouchées doubles !

11^e liste

J.F. Menner, Locmaria Plouzané ..	20,00
A.M. Vidonne, 25 Besançon	20,00
Y. Droumaguet, 72 Allones	20,00
P. Gouello, 37 Tours	20,00
L. Le Guillou, Plouhinec	20,00
F. Montfort, Brest	20,00
C. Le Guellec, Brest	20,00
P. Chevalier, Brest	20,00
R. Feat, Plouezoc'h	20,00
Y. Morvant, Guingamp	220,00
C. Henry, Belle-Ile-en-Terre	20,00
G. Baudet, Lamballe	20,00
S. Le Goff, Le Relecq Kerhuon ..	40,00
L. Connan, Plaintel	20,00
A. Lavanant, Plouvien	20,00
F. Dumortier, Brest	40,00
R. Beaute, 53 Loiron	70,00
G. Evenou, Le Faouët	20,00
P. Delaruelle, Plérin	70,00
D. Cochard, 60 Creil	20,00
P. Scoarnec, Concarneau	30,00
M.C. Cobb, Londres	50,00
J. Touze,	20,00
La Guerche-de-Bretagne	20,00
C. Le Blanc, Allaire	20,00
B. Jolois, 78 Gambais	20,00
J. Moalic, St-Malo	20,00
P. Laurent, Brest	20,00
Olivier Henry, Plouha	20,00
J. Bourbao, Le Conquet	20,00
L. Bodivit, Fouesnant	20,00
P. Mocaër, Brest	20,00
G. Barillot, Pornichet	20,00
P. et S. Bouedec, Carhaix	20,00
J. Philippe-Quentin, Carhaix ..	20,00
L. et M.P. Bléas	20,00
Garderie Fête du P.B.	138,00
Mme Couër, Nantes	100,00
T.P., Begard	2,00
A. Brest	5,00
A. Gähler, R.F.A.	20,00
L. Jezequelou, Nantes	20,00
A. Maurice, Colombes	20,00
K. Pellen, Nantes	20,00
Le Moing, Madrid	20,00
J.-P. Murigneux, Vannes	20,00
S.M. Bazin, Clohars-Carnoët ..	20,00

Total 11^e liste 1465,00
Report des listes précédentes 15983,00
TOTAL 17448,00

SOMMAIRE

Edito :

De la liberté des peuples à la liberté de chacun..... 4

Economie :

Impôts : la vérité..... 10

Social :

Les élections à la Sécu..... 11

Brèves :

Redon, centre de profit/Breitaenhe Galaese..... 10 & 11

Société :

Tsiganes : 2• La communauté du Voyage/Un génocide oublié..... 6

Média :

F.R.3. : interviews de Michel Le Bris et Youenn Gwernig..... 12

Langue Bretonne :

La thèse à Maryon (2)..... 16

Enseignement :

Un projet refusé par la droite..... 19

Humeur :

La couleur du temps..... 5

International :

Lettre du Nicaragua..... 22

Corse : rencontres avec l'U.P.C., I Muvrini, A Tribbiera..... 23

Disque :

Tri Yann : 7^e tournée..... 21

Deux jours avec :

La fête du Peuple Breton..... 26

B.D. :

La page de Nono..... 32

Rubriques :

Chiche ?..... 5

P.B. Service..... 21

Courrier des lecteurs..... 30



L'une sourit, l'autre pas. Olga Bystram (Blues Train) et Steve Waring étaient à la fête du P.B. Avec beaucoup d'autres (lire page 26).



Au camp de Ste Anne du PORTZIC, deux forains en compagnie d'une représentante de l'association des Amis du Voyage (lire page 6 la seconde partie de notre dossier Tsiganes)



Maëtte Chantrel, productrice et animatrice de «Dialogue», Valérie Thouvignon speakrine sur F.R.3. (lire page 12).

• LE PEUPLE BRETON • - Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex, Tél. : (98) 46 18 24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéguénat. Publicité : J. Le Guellec
PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 4^e trimestre 1983.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

ABONNEMENTS Ordinaire : 80 F - De soutien : à partir de 100 F - Etranger : 95 F - Etranger (par avion) : 115 F C.C.P. : 2365-76 Rennes.

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI

DE LA LIBERTE DES PEUPLES A LA LIBERTE DE CHACUN

La mode bretonne des années 1970, celle qui entraîna les sœurs Goadec dans la galère de Bobino et donna au Kan-hadiskann la consécration parisienne, a laissé la place à d'autres snobismes. Ce qui suffit à certains personnages, pas si innocents, d'en conclure au déclin du combat breton, et, tant qu'à faire, à celui des luttes nationalitaires en général. Comme si des résonances aussi profondes pouvaient osciller au même rythme que celui des futilités du «Tout-Paris»...

DES PIEGES IDENTIFIES

S'il était nécessaire de se convaincre de la permanence et de l'universalité de cette aspiration à l'identité, la «Fête du Peuple Breton» en serait la preuve formelle. Ici le jeune responsable sahraoui Daoud a rencontré le leader historique du mouvement gallois, Gwynfor Evans. Les Corses de l'U.P.C. ont cotoyé les Catalans de l'ECT. les Palestiniens ont discuté avec les Indiens de l'Amérique du Sud. Quant aux Bretons, les créateurs, les culturels, les associatifs, les politiques, la mode passée, ils affirment une permanence, une volonté de travail en profondeur, une vitalité intactes.

C'est donc un combat largement partagé que celui des militants bretons de l'autonomie socialiste, et n'est-ce pas en définitive, cette volonté des communautés d'être reconnues en tant que peuples qui transparait à travers beaucoup de ces secousses qui font, un temps, la une de vos journaux ? La Pologne, la Corse, l'Irlande, même le Liban, la

Palestine... et la Grenade ? L'agonie, ce n'est pas celle des peuples niés. C'est plutôt les derniers soubresauts d'un ordre colonialiste, qui a basculé il y a vingt ans, mais qui a prévu tous les pièges à retardement qui sont autant d'obstacles à la liberté réelle des peuples. Ces pièges sont parfaitement identifiés : la domination économique, les accords militaires, l'administration directe parfois encore, la persistance de frontières artificielles, les zones d'influence idéologiques justifiant les interventions armées, la domination culturelle, ou même la réduction des cultures locales au statut de résidu folklorique.

C'est dire la variété des formes d'oppression des peuples, leurs différences parfois énormes d'acuité. C'est expliquer aussi la diversité de prise de conscience de ces situations, qui vont l'unanimité totale que nous avons perçue chez les Saharais aux opinions partagées que l'on conçoit, par exemple en Pologne... ou en Bretagne !

LE MOINDRE DES SOUCIS

C'est dire aussi la nécessité de ne pas se tromper dans l'analyse concrète de chaque situation, et pour nous dans celle de la Bretagne. C'est admettre, obligatoirement, une forme de militantisme adaptée à chaque cas et ayant pour premier commandement de ne pas se couper du peuple dont on fait partie. C'est rejeter les analogies sommaires : on peut refuser la violence, ici, au motif qu'elle est doublement inadaptée, (à la réalité bretonne et à la volonté du peuple breton) et l'accepter dans d'autres parties du monde.

Voici donc des entreprises, des luttes, des résistances que rien, si on ne leur applique pas cette grille anticolonialiste, ne paraît rassembler. Ni géographiquement, ni dans leurs méthodes.

Sauf leur commune recherche de l'identité. Le levier manifestement est solide. Et le levain productif. C'est bien cette identité que revendiquent, à travers le monde, ces gens très divers qui ont commencé à

lutter ou à militer sans concertation, sans liens, sans même se connaître. C'est la preuve qu'on touche là une dimension fondamentale, une aspiration universelle qui a rarement été mise en évidence.

Et surtout pas par le capitalisme dont, non seulement c'est le moindre des soucis, mais encore qui l'a perçue comme un facteur d'émancipation à combattre. Ce qui est en cause, ici, à travers un objectif, en définitive profondément culturel, c'est la liberté des peuples, et la liberté de chacun !

«CONFETTI DE L'EMPIRE»

La France, quoi qu'elle ait souvent dit depuis deux siècles, n'est guère épargnée par ce virus de la diversité. Ce qu'elle tend à admettre un peu depuis deux ans, mais sans en tirer de conclusions radicales. Elle est traversée de multiples cultures, métissée de diverses influences. Martiniquais, Guadeloupéens, Guyanais, Kanaks, Tahitiens, bien sûr, ces habitants des «confetti de l'Empire», mais aussi Alsaciens, Flamands, Bretons, Basques, Occitans, Catalans, Corses, Tsiganes, puis les vagues successives d'immigrants, Polonais, Italiens, Espagnols, Maghrébins, Africains ont composé une France-mosaïque qui n'est guère, faute de les reconnaître pleinement, à l'aise dans ses différences.

Critiquer cette France centraliste en train de négocier au plus mal son virage décentralisateur n'est guère suffisant, ni logique : ce n'est pas du centre qu'il faut attendre les libertés et le développement de la périphérie.

Mais c'est ici, et ailleurs dans les peuples minoritaires qu'il faut développer le débat et le combat. Dans des organisations structurées selon le modèle de ces peuples, selon leur dynamisme, et non en confiant son sort aux partis organisés sur le canevas de l'Etat.

C'est le sens des luttes autonomistes, des luttes des peuples pour la reconnaissance de leurs droits. D'abord le droit de vivre libre, serait-on minuscule comme la Grenade. Et le droit de vivre en Paix, en luttant, comme y invite la Charte de l'UDB pour un désarmement mondial.

Là aussi, il y a du pain sur la planche ; raison de plus pour ne pas tarder : les militants de l'UDB appellent à participer, fin novembre, à la manifestation de l'Ile-Longue !

U.D.B.

Edito



CHICHE ? ...

Les délices de l'histoire



CETTE photo a été prise dans une agence de voyage de Bretagne. Moralité : soit les Français connaissent toujours aussi mal leur géographie. Soit certains s'adonnent aux délices de l'histoire par anticipation. Un cliché qui ferait les gorges chaudes à Bastia et à Pointe-à-Pitre.

La flamme à Olivier



LA flamme postale que nous reproduisons en fac-similé prouve, en toute exclusivité, qu'Olivier Guichard avait bien l'intention de voter pour l'U.D.B. aux dernières sénatoriales. Quant à savoir s'il l'a fait, c'est une autre paire de bulletins.

Rien ne va plus !



LA campagne publicitaire du Conseil général de Loire-Atlantique pour le lancement de son emprunt utilise le vocabulaire du jeu de la roulette... Une manière de reconnaître que sa gestion est hasardeuse ?

Par ici la sortie



La solution du « problème scolaire » a-t-elle été trouvée à Nantes, au pied de la Tour Bretagne ?

Fort, comme vous l'aimez

N'IMPORTE qui sponsorise les bateaux de compétition. Pre-le départ de la moindre transat, le tableau va du cassoulet péteur (normal, il a besoin de vent pour avancer) à une marque de cigarettes dont la blondeur n'est plus à démontrer, en passant par ce que vous voudrez, pourvu que ça mousse. Ces temps derniers, sur Europun, on a beaucoup entendu une pub sur « Calvados » qui donnait à peu près ça : un bateau solide piloté par des hommes costauds, forts comme l'alcool du même nom. Le parallèle et plutôt hardi et n'est pas spécialement fait pour faire baisser le taux de cirrhoses en ce bas monde. Un souhait : que les pilotes, une fois en plein océan, ne confondent pas bar et barre...

Dèche

INQUIÉTANTE, la baisse du nombre des spectateurs au Stade Francis Le Blé, par les matches du Stade Brestois (Football club d'Armorique).

On raconte qu'un spectateur en puissance téléphone au siège du club pour connaître la date de la prochaine rencontre et qu'il reçoit la réponse suivante : « Quand est-ce que vous êtes libre ? ».

Scoop

Savez-vous pourquoi les Super-Etendards ne sont pas arrivés à l'heure en Irak ? Il les ont envoyés par la poste !

HUMEUR

LA COULEUR DU TEMPS

DANS le flamboiement du soleil couchant, sur une haute terrasse de la ville, un couple jeune. Bien mis, heureux. Devant, la ville s'allume ; les buildings, la Tour Eiffel jalonnent l'horizon pourpre. Paris est calme, beau, serein. A droite, comme une immense enseigne lumineuse, les lettres stylisées en logo de la R.A.T.P. Extraordinaire évocation publicitaire : le métro c'est le ciel, la pureté, la liberté, l'évasion, le bonheur tranquille. La couleur ! La Régie Autonome des Transports Pari-

siens vient de s'offrir une demi-page en quadrichromie, dans « Le Monde », sur le thème : « La R.A.T.P., c'est votre ville en couleurs ». « Chaque jour, la R.A.T.P. travaille à rendre la ville plus facile, plus proche, plus agréable », ajoute, convaincant, le texte publicitaire.

Pourquoi pas ? Mes rares voyages à Paris m'avaient plutôt donné du métro une image sinistre. Entassés, secoués, anonymes, silencieux, les gens subissent leurs interminables trajets quotidiens. Une heure, parfois deux ou plus de transports. Tôt levés, vite rentrés ; victimes, en somme d'une tradition encore vivace qui concentre l'essentiel de l'activité d'un pays sur une même ville devenue trop grande, démesurée, hypertrophiée, à l'irrigation problématique, nécessitant un réseau de communications si coûteux que l'ensemble du pays, et non les seuls habitants de la région parisienne, doit participer à son finan-

cement. Quand une ville et une région monopolisent à ce point l'activité industrielle, marchande, intellectuelle, créant autour d'elles autant de déserts et en elles autant d'engorgements, on se dit que la raison l'emportera bien un jour ; on espère que la croissance de la région parisienne, si coûteuse socialement, sera ralentie et que s'amorcera le mouvement inverse du balancier.

On pense que les économistes si intelligents qui peuplent les ministères le feront figurer dans leurs plans et pèseront de tout leur pouvoir pour l'obtenir. C'est une question de bon sens !

Mais non ; aux dernières nouvelles, les services de météo marine vont être bientôt regroupés à... Paris. Alors, en plus de la carte orange et du coupon jaune, la R.A.T.P. verra sa palette s'enrichir d'une nuance : la couleur du temps !

Jean Guégueniat

2 • LA COMMUNAUTÉ DU VOYAGE

La scolarité des enfants du Voyage, la prise de position d'un maire, l'accueil sur des vagues terrains, le témoignage d'un Romain, les promesses d'un candidat aux municipales qui ne manquait pas d'air, tels sont quelques-uns des aspects traités dans la seconde partie de ce dossier consacré aux Tsiganes (lire P.B. du mois dernier).

Dans la salle mobile servant aux réunions de prédication, M. Michelet accueille la vingtaine de gosses qui a répondu à ses appels lancés à la cantonade à travers le terrain de St-Anne du Portzic, petite commune joutant Brest. Se définissant comme «étudiant prédicateur», il lit hebdomadairement des passages de la Bible aux enfants comme à leurs parents. Religion enseignée: la religion évangélique, issue du protestantisme. Elle est répandue chez les Tsiganes. Les Douarnenistes se rappellent le rassemblement évangélique de l'an passé qui a compté des milliers de personnes, et durant lequel on a pu assister à des baptêmes marins à Tréboul.

Une religion plutôt intégrée dans la vie quotidienne. M. Michelet me fait part de la création prochaine d'une association locale rassemblant des évangélistes (il manque une dizaine de convertis) qui prendra en charge la défense des droits des gens du Voyage.

Pour l'heure, notre étudiant prédicateur se substitue à votre serviteur pour poser les premières questions à cette assemblée gentiment braillarde dont les membres vont de 4 à 15 ans. «Ceux qui entrent à l'école demain, levez la main!» Tout le monde fait le geste demandé. «On ne ment pas! On dit la vérité!» Il faut recommencer l'opération, difficilement comprise par les plus jeunes qui trouvent le jeu pas rigolo.

«Le goût du voyage»

Les comptes faits, c'est une quinzaine d'enfants qui doit prendre le chemin de l'école publique Jacques Prévert, proche du terrain. Mme Bobin, jeune



Jean-Yves Varin

institutrice qui entame sa seconde année en compagnie des «enfants du terrain» ainsi qu'ils se nomment, expliquera leur répartition: «C'est la première année que nous obtenons une classe dite «d'adaptation» qui compte 15 élèves. Une, et nous espérons deux, vu le nombre d'enfants inscrits pour cette année. Le maximum que nous ayons eu est 54 enfants du voyage; un nombre qui baisse avec les départs, mais qui lorsqu'il est stabilisé aux environs d'octobre justifie deux classes d'adaptation. Ces classes leur sont réservées, mais certains enfants sont plus avancés et sont capables de suivre dans des classes normales».

Ce problème de l'enseignement des enfants du voyage, l'association «Le Relais» à Nantes (voir plus loin) tente de le résoudre en publiant «Le goût du voyage». L'ouvrage a deux objectifs qui correspondent à la réalité de cette population itinérante, dont une partie tend à s'implanter à proximité des grandes villes commerçantes: apprendre à lire aux enfants tsiganes qui voyagent, enseigner ceux qui sont sédentaires (ou semi). Pour les auteurs: «C'est l'instrument d'un suivi et d'une progression, c'est le point de départ d'une confrontation possible entre la culture des voyageurs et celle des sédentaires. «Le goût du voyage» contribue à développer chez l'enfant tsigane une prise de conscience de la globalité de sa culture. Au lieu de lui imposer des images et des modes de vie sédentaires, il lui propose des images («La famille tsigane Béro en voyage») auxquelles il peut s'identifier» (1).

Une démarche qui cadre assez bien avec la mentalité des Voyageurs qui, de fait, accorde une valeur toute différente à l'école que celle que nous lui accordons. Il n'est que d'entendre répondre sans hésitation cette fille de 15 ans présente à notre réunion improvisée. «Tu regrettes pas d'avoir quitté l'école?» — «Non, pas du tout». — «Et qu'est-ce que tu fais depuis un an?» — «J'aide ma mère». Commentaire de M. Michelet. «Vous savez, chez nous, les filles à 14 ans sont déjà des jeunes femmes. C'est comme les gars, à 16 ans, ce sont presque des hommes».

Question aux gars: «Qu'est-ce que vous voulez faire plus tard?» Trois mains se lèvent «Footballeur!»... En réalité, ils aideront tôt leurs parents. Un enfant de douze ans dit accompagner les siens aux marchés, sans travailler; mais le pas est pris, naturellement.

Liberté, pas licence

«Pourquoi aimez-vous voyager?» — «On peut pas tenir en place» me répond la première intervenante. «Même si on reste quelque part, il faudra qu'on fasse vingt kilomètres. On peut pas s'empêcher de bouger; et puis on aime bien voir des endroits différents».

Même si y habiter (même provisoirement) est loin d'être la panacée. Faute d'aires d'accueil, le terrain de Sainte-Anne accueille jusqu'à 80 familles («cinquante, c'est déjà trop» précise M. Michelet) et ne dispose que d'un gardien qui effectue 35 heures de présence



Les enfants du terrain de Ste-Anne du Portzic

par semaine, mais n'est pas logé sur place. Alors que le terrain brestois de Kerampere, où viennent des «gens en déplacement» et non des «gens du voyage», compte un maximum de quarante familles et bénéficie de la présence permanente d'un gardien.

Autre aspect du problème: l'équipement des terrains. Celui de Sainte-Anne ne possède aucun moyen technique satisfaisant pour évacuer l'eau. D'autres aires sont cependant correctement équipées. Rencontré à Douarnenez, Jean Meil, conseiller municipal dit: «Il y a quelques années, nous avons mis à la disposition des Gens du Voyage un terrain neuf, celui de Brehuel. Les sanitaires sont devenus dans un état lamentable. Mais peut-on en faire endosser l'entière responsabilité à ses usagers?» interroge le président de la Commission de l'Action Sociale, qui poursuit: «Si vous aviez un terrain de camping sans garde, vous ne vous étonneriez pas que ce terrain se dégrade. Le raisonnement est identique. Simple-ment, je pense qu'il faut partager les responsabilités: peut-être la mairie aurait-elle dû suivre d'encore plus près l'entretien du terrain. D'un autre côté, les usagers devraient davantage prendre en charge ce lieu d'habitation».

Interrogé, le maire de Douarnenez tient des propos assez secs, mais qui laissent une ouverture: «Nous refusons d'être culpabilisés par des remarques concernant le mauvais état du terrain: nous y faisons un entretien courant. En effet, ces remarques entraînent d'autres du genre: «Vous ne voulez plus accueillir les Gens du Voyage sur votre commune». C'est faux. Il serait quand même étrange que ceux qui disent appartenir à une société libertaire, nous considèrent comme des gens qui seraient à leur service, qui seraient les esclaves manuels de leur confort. Il faut un respect mutuel de part et d'autre. Pour eux, la liberté, c'est le voyage, mais ça ne doit pas être la licence de se mettre n'importe où: ils voudraient choisir leurs terrains. A Tréboul, il y a conflit au

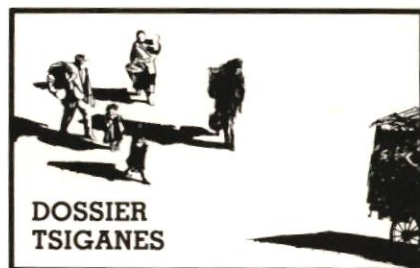
sujet d'un terrain où le stationnement est interdit par arrêté pour tout le monde, et j'insiste, Gitans ou non». Pour Michel Mazéas: «Il n'y a aucune animosité de notre part: si nous imposons des lieux de stationnement et pas d'autres, c'est que ces derniers ne sont pas à usage multiple».

Nantes et son relais

Cependant, arriver sur un «terrain neuf» est une expérience que les Gens du Voyage connaissent rarement. C'est du moins l'avis d'Esteban Cobas Puente (2): «Les Tsiganes sont présents trop souvent comme des gens qui salissent et détruisent systématiquement les terrains qu'ils occupent. Or, dans 75% des cas, ils arrivent sur des terrains non équipés, quand ce ne sont pas des dépotoirs. Comment s'étonner alors qu'ils aient un certain mal à acquiescer à l'habitude de tenir un terrain propre!»

En Bretagne, de Brest à Nantes, l'accueil des voyageurs est appréhendé très diversement. Si en Finistère, on en est encore à un début de départementalisation du problème (il n'existe pas encore de permanents salariés pour l'accueil des gens du voyage), il en va tout autrement en Loire-Atlantique, où l'association Le Relais (créée voici 18 ans) emploie quarante-six personnes dont la tâche est «l'accueil et la promotion des gens du voyage» (à Rennes, Vannes et Laval existent des associations du même type). Un personnel qui n'est pas pléthorique (même si son importance est unique en France): 600 familles dans le département (dont 300 à Nantes) ne disposant que de 340 places (3), ça fait du monde.

Rencontré lors du festival de Douarnenez, Rémy Viville, l'un des «46», explique ce qui est fait et à faire: «Sur chacun des trois terrains de l'agglomération nantaise habite en permanence un gardien (on peut comparer avec un terrain de camping pour avoir une idée de leur fonctionnement). En permanence également, une équipe socio-éducative



DOSSIER TSIGANES

Dessin J.P. Dausset

comprenant notamment une conseillère en économie familiale et sociale. Les classes primaires pour moins de 12 ans sont gérées par l'Éducation Nationale, celles pour plus de 12 ans le sont par Le Relais et sont enseignées par des éducatrices scolaires».

Devant l'afflux des voyageurs (Nantes est une ville commerçante, le département est un lieu de passage, la politique cohérente de l'accueil est connue), devant leur sédentarisation croissante, Le Relais a proposé et obtenu la création d'un syndicat intercommunal des Gens du Voyage qui regroupe 46 communes. Trois éducateurs de l'association tournent sur le département, et servent de tampon entre les mairies, les Voyageurs, Le Relais. Entre autres tâches: faire rénover tous les petits terrains, à fin de création d'aires d'accueil. Deux ont été créées récemment à Ancenis et Saint-Nazaire. Deux doivent l'être prochainement à Vallet et Château-briant.

Vous m'frez huit jours!

Est-ce à dire que tout est rose en Loire-Atlantique? Evidemment pas, et certaines difficultés ont la particularité d'être présentes là, comme ailleurs. Au sujet de la cohabitation sédentaires-voyageurs par exemple, Michel Mazéas aura durant notre entretien ce commentaire: «On peut dire que l'essentiel du rejet vient des commerçants, à cause des chapardages dont ils sont parfois

«L'APPRENTISSAGE D'UN STÉRÉOTYPE: "LE" TZIGANE»

C'est le titre d'une étude menée par Michel Degrange sur les images que donnent des Tsiganes les livres d'apprentissage de la lecture en France (1). Très sommairement, nous dirons qu'une partie de cette étude consiste à montrer que pour illustrer une syllabe aux petits écoliers, des mots sont employés, et pas n'importe lesquels. Exemple: une poule a disparu, la fermière s'inquiète: «Pourvu qu'un chien ne l'ait pas tuée ou qu'elle n'ait pas été volée par des bohémien!»

Dans un premier temps, le rapport de termes s'établit comme suit: «chien/tuer»: d'une pat, «voler/bohémien» de l'autre. Dans un second, il est logique de rapprocher «tuer» et «voler» (qui évoquent la «disparition»); quant au couple «chien» et «bohémien» il se rejoint par un son commun et correspond à «animalité». «Ce qui amène à penser, poursuit M. Degrange, pour le moins, qu'il y a une ambiguïté au sujet de l'humain du bohémien. Outre l'emploi de «bohémien», déjà péjoratif, se révèle aussi un passage subtil de l'animal (le chien) à l'humain (le Tsigane), ce qui est de l'ordre du racisme».

(1) - Pluriel - n° 23, 1980, L'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique 75005 Paris.



victimes». Et avec la réputation que se traînent les Tsiganes, les coupables sont tout trouvés.

Il y en a même qui prennent les devants. Ainsi Léon Chauvel, candidat libre pour «la défense des intérêts des artisans, commerçants, agriculteurs et des professionnels», inscrivait à son programme électoral lors des municipales de Berné (nord de Lorient) en mars dernier la proposition suivante: «Interdire le stationnement des nomades au-delà de la huitaine pour éviter les vols (voir arrêté municipal)». D'abord, c'est un peu méprisant pour les Tsiganes (ici visés) qui récusent ce terme de «nomades» et se reconnaissent par contre dans l'appellation «Gens du Voyage». Ensuite, M. Chauvel recule les limites de la prévention tout de même un peu loin. Quant à la répression, on la sent qui couve et qui brûle d'éclorre...

Pour William Loper qui me tend ce tract électoral, l'écoeurement n'est pas complètement retombé. Sans doute parce que les conditions de vie, de lui et de ses collègues, ne s'améliorent pas, et ne risquent pas de se bonifier avec des futurs magistrats municipaux de ce tonneau-là.

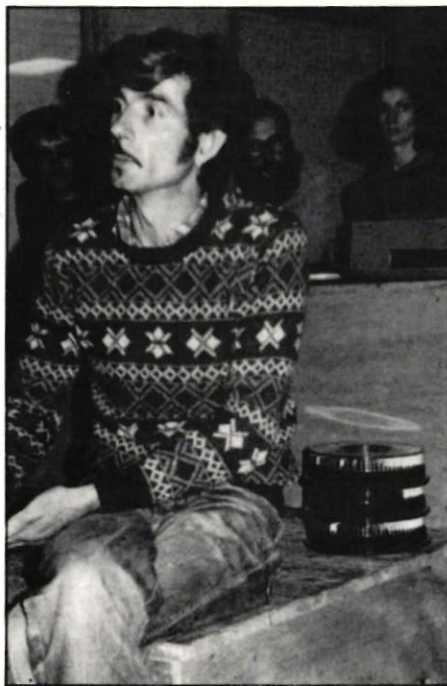
Cet homme de 40 ans, appartenant au groupe des Romanes, est l'un des huit enfants (ce qui n'est pas rare chez les Tsiganes) d'une famille dont le père était ferrailleur: «Je me suis assez vite aperçu qu'avec ce boulot, on ne devenait pas riche» dit-il. «Alors, j'ai voulu suivre un autre chemin. Je croyais qu'on pouvait bien gagner sa vie avec des professions manuelles comme menuisier ou charpentier. Mais je me suis toujours heurté au problème de l'investissement de départ qui me manquait. Alors, j'ai renoncé; et je suis caréneur sur le port de Lorient depuis quelques années».

Caréneur, mais aussi... conférencier dans le cadre du festival de Douarnenez: à la M.J.C. il présentait un montage-diapos décrivant la vie des Gens du Voyage stationnés sur le terrain (vague en l'occurrence) de Keryado, à Lorient, où vivent environ vingt-cinq familles sédentaires ou semi-sédentaires sans compter les «passagers».

«Et nos gosses?»

«La municipalité de Lorient nous a reconnus dès 1946», précise William Loper «Des terrains vagues ont été mis

WILLIAM Loper: «Notre revendication est simple: pouvoir vivre humainement.»



à disposition autour de la ville. Il y a douze ou quinze ans, un premier plan pour l'installation d'un terrain près de Plœmeur a été élaboré. A l'époque, le maire de Plœmeur a menacé de démissionner si ça se faisait! Depuis, des projets se font régulièrement, mais on se demande si un seul pourra obtenir, quand on sait, par exemple, que les communes du SIVOM de Lorient refusent toute aire de stationnement chez elles».

«Notre revendication est simple» poursuit W. Loper. «Pouvoir vivre humainement. Non sur des terrains vagues, mais sur des terrains aménagés, sans être menacés d'expulsion tous les trois mois. On parle d'espaces verts, de lieux et loisirs; certains d'entre eux sont luxueux; Mais qu'est-ce qui est fait dans ce sens pour nos enfants? Rien».

Un dernier mot de William Loper: «Ce sont les lettres d'expulsion, les misères qu'on nous fait, qui m'ont incité à rechercher dans le passé, pour essayer de comprendre». Entre autres découvertes: le génocide des Tsiganes (lire notre article); ensuite, son appartenance à un peuple.

P.G.

(1) Ouvrage disponible depuis le 30 octobre 83. Rens. à: «Le Relais», La Maison David, 44340 Bouguenais. Tél. 40/65.32.44.

(2) Représentant au festival de Douarnenez du Centre d'Études Tsiganes (lire son interview dans le P.B. n° 238).

(3) «Ouest-France» des 5, 6, 7 janvier 83.

Quand on parle de génocide, la plupart des gens pensent aux 6 millions de Juifs morts dans les camps de concentration. Mais combien savent que les Tsiganes ont été victimes d'un génocide tout aussi cruel? Et si Christian Bernadac a intitulé un de ses livres «L'holocauste oublié, le massacre des Tsiganes» (Ed. France-Empire, 1979) ce n'est pas pour rien. Combien d'ouvrages consacrés au nazisme, ou à la collaboration avec les nazis, oublient-ils les Tsiganes...

Ce génocide n'est pas tout à fait isolé. Ce n'est pas une catastrophe qui s'est abattue de façon inattendue sur les Tsiganes. Il s'inscrit dans la logique de la répression qui leur était infligée dans de nombreux pays européens aux 17^e-18^e siècles, où le seul fait d'être Tsigane, ou d'être revenu malgré les édits d'interdiction ou de bannissement, entraînait la condamnation à mort et l'exécution comme en Allemagne (où en 1728, le Conseil d'Aix-la-Chapelle condamne les Tsiganes à mort) ou aux Pays-Bas (où les Tsiganes disparaissent au 18^e siècle).

Il s'inscrit dans la logique de l'arsenal répressif mis en place en Allemagne (notamment depuis le début du 20^e siècle), comparable à ce qui existe en France avec la loi de 1912. En 1905: rapport bavarois présentant les Tsiganes comme une plaie dont la société doit se garder par une surveillance étroite; en 1926: loi bavaroise pour «lutter contre les Tsiganes, les nomades et les fainéants». Le 16 juillet 1926: loi destinée à la «suppression du fléau tsigane»; loi du 12 avril 1928: Tsiganes placés sous la surveillance constante de la police.

La stérilisation des femmes Rom

Le génocide par les nazis n'a fait que reprendre et amplifier une attitude hostile aux Tsiganes (il en est d'ailleurs de même pour l'antisémitisme). Ce qui est différent, c'est qu'il s'agit de la «persécution officielle la plus terrible», de «l'assassinat d'un peuple aussi bien au plan physique que culturel» (1). Ce qui est nouveau, ce sont les considérations racistes pseudo-scientifiques sur lesquelles s'appuient les décisions nazies, c'est l'assassinat systématique (qui a déjà existé auparavant) et surtout massif de tout un peuple.

Les Tsiganes sont considérés par les nazis comme dangereux socialement et biologiquement, comme une race inférieure indésirable. A l'assimilation par la force (avec fichage, assignation à résidence, internement dans des camps de travail), succède la stérilisation des femmes Rom, puis l'extermination totale dans les camps de concentration et lors des massacres dans les pays occupés par les nazis.

En 1936, ont lieu les premiers internements à Dachau. En 1938 est adoptée une loi sur la «menace tsigane»; les Tsiganes sont enfermés dans des camps de travail. En novembre 1938, le gauleiter (chef de district) de Styrie, Portschy, écrit au ministre du Reich Lommers et présente une «solution national-socialiste à la question tsigane: «Pour des raisons de santé publique, et en



Escaliers - Portes - Fenêtres

BREIZH-MENUISERIE

YANN GUEGUEN

Plomelin - 29000 KEMPER - Tél. 55.11.42

LE GENOCIDE DES TSIGANES PAR LES NAZIS



Dessin J.P. Dausset



Baptême évangélique de Tsiganes.

particulier parce que les Tsiganes ont une hérédité notoirement chargée, que ce sont des criminels invétérés qui constituent des parasites au sein de notre peuple et qu'ils ne sauraient qu'y produire des dommages immenses, mettant en péril la pureté du sang de la paysannerie frontalière allemande, son genre de vie et sa législation, il convient en premier lieu de les empêcher de se reproduire et de les soumettre à l'obligation du travail forcé dans les camps de travail, sans les empêcher cependant de choisir l'émigration volontaire vers l'étranger...».

« Conformément au principe selon lequel dans un État aux mœurs élevées, et en particulier dans le Troisième Reich, seul peut vivre celui qui travaille et qui produit, les Tsiganes devront être soumis à un travail obligatoire constant en conformité avec leur nature » (2).

La loi du 17 septembre 1939 prévoit une extermination massive des Tsiganes, pour des raisons raciales et biologiques. La déportation massive commence en 1940 avec notamment le déplacement de 30 000 Tsiganes des régions polonaises occupées. À partir de 1941, les Tsiganes sont systématiquement assassinés dans les pays occupés; cependant, Himmler recommande de protéger telle ou telle tribu considérée comme « pure ». L'ordonnance du 16 décembre 1942, et le texte d'application de janvier 1943 organisent les arrestations et les déportations massives en Allemagne et dans les

pays occupés: au moins 20 000 Tsiganes sont tués à Auschwitz. Simone Veil, déportée à Bergen-Belsen, y a raconté, lors d'un rassemblement en octobre 1979, qu'un matin elle ne vit plus aucun Tsigane dans le camp; ils avaient tous été jetés au four crématoire (1). Dans toute l'Europe occupée, les Tsiganes seront victimes des pires atrocités. En 1945, la plupart de ceux encore vivants dans les camps de concentration sera gazée.

1980: grève de la faim à Dachau

Dans leur œuvre de mort, les nazis seront aidés directement ou indirectement par les collaborateurs et par les gouvernements des pays occupés, ou qui allaient l'être. En France, le décret-loi du 6 avril 1940 et la circulaire du 29 avril (donc avant l'attaque allemande et l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain le 17 juin 40) prévoient l'internement administratif des Tsiganes dans des camps de concentration (le terme est employé et ils existent déjà en 1939) jusqu'à la fin des hostilités. Cette politique sera maintenue pendant le gouvernement de Vichy, où les Tsiganes seront utilisés comme main d'œuvre gratuite par les nazis et les collaborateurs. En raison de très mauvaises conditions sanitaires, la mortalité dans les camps sera très forte surtout parmi les enfants. Une partie des Tsiganes internés

sera livrée aux nazis, et 16 à 18 000 d'entre eux seront tués en déportation. En fait, « l'État français était en avance sur le Reich conquérant, dans le traitement de la solution provisoirement non finale — du problème tzigane » (3). Et ce sont des gendarmes ou policiers français qui ont arrêté les Tsiganes ou les Juifs pour les livrer aux nazis. Mais n'oublions pas que de nombreux Tsiganes restés libres vont prendre une part active à la résistance à l'occupant.

Il est difficile de connaître exactement le nombre de Tsiganes exterminés par les nazis et leurs alliés: Jean-Pierre Liégeois parle de 250 000 au moins (4), Jean Cibula cite le chiffre de 600 000 à un million, certains vont jusqu'à trois ou cinq millions — le chiffre le plus souvent cité étant de 400 000 à 500 000 victimes environ. Quel que soit leur nombre exact, l'horreur du génocide demeure de toute façon. En Allemagne, 60 à 70 % des Tsiganes ont été exterminés, la proportion est encore plus élevée en Autriche ou en Bohême.

Pendant longtemps, le gouvernement ouest-allemand a refusé aux Tsiganes l'indemnisation versée à d'autres victimes du nazisme, ou bien des conditions précises étaient imposées, comme celle d'avoir un domicile fixe, c'est-à-dire d'être sédentarisé. En mars 1980, des Tsiganes ont manifesté devant l'ambassade de la R.F.A. à Paris; en avril de la même année, des Tsiganes ont mené une grève de la faim à Dachau pour obtenir une réparation du génocide. Le problème a été également posé lors du Congrès International Rom de Göttingen. Ce n'est qu'en 1982 que la chancellerie ouest-allemande a reconnu le bien-fondé des demandes tsiganes.

N'oublions pas que vivent parmi nous des Tsiganes qui portent toujours le numéro tatoué par les nazis. N'oublions pas, comme l'écrit Brecht, « qu'il est toujours fécond le ventre d'où jaillit la bête immonde ». La menace reste quotidienne pour les Tsiganes, et le propos d'un conseiller général du Puy de Dôme proposant en 1978 de « leur faire une île d'où ils ne pourraient pas sortir », ne peut que nous inciter à rester vigilants.

L'inscription gravée dans le monument au souvenir à Bergen-Belsen nous le rappelle:

« Plongés dans la tristesse et dans un profond respect, nous, Sinti, nous nous souvenons des victimes de notre peuple. Par leur mort violente, ils exhortent les vivants à la résistance contre les injustices commises envers des êtres humains par des êtres humains » (1).

Y. J.

(1) Docteur Jean Cibula, Président de la Romani-Union dans son allocution publiée dans le Cahier de « Droit et Liberté »: Tsiganes et Gens du Voyage.

(2) Citation par Edith Falque dans « Voyage et tradition » (Approche sociologique d'un sous-groupe tzigane: les Manouches). Ed. Payot, tirée de « Les Tsiganes », par J.P. Clément.

(3) Citation de C. Bernadac (« L'holocauste oublié, le massacre des Tsiganes »), par J.P. Liégeois dans « Tsiganes » — Pet. coll. Maspéro.

(4) Dans « Tsiganes ».

IMPÔTS : DOUCEMENT LES HAUTES !

Les cadres descendent dans la rue. Ils jugent tout à fait intolérable l'accroissement de la pression fiscale sur leurs revenus. Le PCF demande que l'on fasse «payer les riches». Entre ces deux approches où se situe la réalité ?

Les couches aisées de salariés sont-elles saignées à blanc par le biais de l'impôt sur le revenu comme le prétend bon nombre de ses représentants, ou bien ne contribuent-elles pas davantage à l'effort consenti que les plus défavorisés (proportionnellement à leurs revenus) ?

Tout d'abord tordons le cou à une erreur trop souvent commise (peut-être à dessein !). Si l'on veut réellement mesurer l'imposition sur le revenu il est erroné de prendre comme base de calculs le salaire brut tel qu'il figure sur tout bulletin de salaire. Une telle démarche oublie les cotisations patronales calculées sur le salaire brut. La véritable rémunération d'un salarié est donc le salaire brut plus les cotisations patronales. Tous les économistes sérieux sont d'accord sur ce point ; syndicats et patronat également ! La

valeur du travail se traduit donc par deux composantes : un salaire net, un salaire que nous pouvons qualifier d'indirect : les cotisations patronales et salariales versées aux organismes sociaux.

Si l'on veut avoir une idée juste du poids des impositions directes supportées par un salarié c'est à la rémunération réelle globale (salaire brut + cotisations patronales) qu'il faut comparer le revenu disponible après paiement de toutes les cotisations (salariales et patronales) et paiement de l'impôt sur le revenu.

Cette mise au point étant effectuée, il nous reste à choisir une famille type et étudier pour plusieurs niveaux de salaires quelle est la part véritable du revenu disponible.

Les statisticiens s'accordent à penser qu'un couple avec deux enfants et un salaire est «relativement représentatif». Les résultats de cette étude (1) sont consignés dans deux tableaux : l'un en valeurs absolues donnant en dernière ligne le revenu disponible pour chaque niveau du salaire, l'autre en valeurs relatives (%) donnant en dernières lignes d'une part le pourcentage du revenu disponible par rapport à la valeur du travail et d'autre part le pourcentage de l'imposition sociale et fiscale.

Quelles conclusions tirer de ces données chiffrées ? Celles-ci parlent d'elles-mêmes. Un smicard conserve en 1983 une fois toutes les déductions opérées 59,5% de la valeur de son travail. Pour un salaire annuel brut de 200 000 F ce pourcentage est de 59% ; pour 400 000 F, 56% et pour 800 000 F, 54,1% !

Quelle interprétation peut-on «oser» à partir de cette «surprenante» constatation ?

Le taux d'imposition sociale et fiscale varie assez peu : de 40,5% (smicard) à 45,9% (salaire annuel brut de 800 000 F) alors que dans le même temps les salaires bruts sur lesquels est calculée l'imposition passent de 345 000 F à 800 000 F soit un rapport de 1 à 16 !

Ainsi les allégations des couches aisées de salariés (ou du moins certains de leurs représentants) sont-elles clairement contredites par la «dure» exactitude des chiffres.

Alors permettons-nous de réclamer un peu de décence à ceux qui reprennent trop facilement les affirmations calomnieuses de la Droite.

Yann Fievet.

(1) Tous les chiffres proviennent du Centre d'Études sur les revenus et les coûts (CERC).

Tableau 1
(en valeurs absolues)

Salaire annuel brut 1983	SMIC 44 854	100 000	200 000	400 000	800 000
Cotisations patr.	20 396	45 112	69 732	114 273	156 273
Cotisations salariales	6 037	13 204	23 584	42 753	65 153
Coût salarial	65 250	145 112	269 732	514 273	956 273
Salaire net	38 816	86 796	176 416	357 247	734 847
Impôt 1983 (1)	0	2 553	17 183	69 038	217 732
Revenu disponible (2)	38 816	84 243	159 233	288 209	517 115

(1) Y compris le 1% exceptionnel et l'emprunt obligatoire.

(2) Les prestations familiales ne sont pas prises en compte.

Tableau 2
(en valeurs relatives - %)

Salaire annuel brut 1983	SMIC 44 854	100 000	200 000	400 000	800 000
Coût salarial (1)	100	100	100	100	100
Cotisations patronales	31,3	31	26	22,2	16,3
Cotisations salariales	9,3	9	8,7	8,3	6,8
Salaire net	59,5	60	65,3	69,5	76,9
Impôts 83	0	1,8	6,4	13,4	22,8
Revenu disponible	59,5	58	59	56	54,1
Taux d'imposition sociale et fiscale	40,5	41,9	42,7	44	45,9

(1) Salaire brut + cotisations patronales.

Source : Centre d'Études sur les Revenus et les Coûts (CERC).

REDON «CENTRE DE PROFIT»

LE premier briquet à gaz a été fabriqué à Redon peu après la seconde guerre mondiale et les redonnais ont fait de leur ville la capitale du briquet tant il en était produit. Mais les temps ont changé. On n'y fabrique plus beaucoup de briquets et Redon est plus près du titre de capitale du chômage.

Or, voici qu'un nouveau directeur de l'usine Flammaire arrive. «Qu'êtes-vous venu faire à Redon ?» interroge un journaliste. «Je suis venu pour faire de l'usine de Redon un centre de profit». Voilà qui est clairement dit (1) et l'opération se fera par réduction des coûts et sans embauche.

Tout le monde est prévenu. Il faut que ça rapporte. Et maintenant, au travail. □

(1) Dans l'hebdomadaire, «Les Informations, le pays».

UN SCRUTIN INQUIETANT

Indiscutablement, les élections du 19 octobre marquent un tournant dans la perception que la société et l'opinion ont des syndicats. En effet, pour la première fois, au niveau français, la C.G.T. et la C.F.D.T. ensemble ne sont plus majoritaires au cours d'une élection « sociale ». Il convient d'ailleurs sur ce point de souligner l'impossibilité de comparer cette élection à d'autres (les prudhomales, par exemple), tant du point de vue du nombre d'électeurs (28 millions, au moins autant, sinon plus que pour une élection politique), que de la composition du corps électoral : les salariés, l'agriculture et le para-agricole, qui dépendent de la M.S.A., ne votaient pas. Participaient par contre au scrutin les retraités (6 millions), les chômeurs (2 millions), les militaires de carrière, les étudiants, les professions libérales, etc... Autant de couches sociales qu'on n'a pas l'habitude d'intégrer dans le jeu des influences syndicales « classiques » ; il s'agit là véritablement d'une première, qui servira sans aucun doute de référence par la suite.

Pour la Bretagne (5 départements), le recul en question est moins net, et les deux organisations restent en tête (C.F.D.T. en premier, C.G.T. juste derrière, puis F.O., C.F.T.C. et C.G.C.). Après ce premier constat, il s'agit d'y regarder de plus près. Il y a en effet convergence d'éléments qui ont, ensemble, concouru à ce résultat.

En premier lieu, il s'agit d'abord d'un

vote de retraités. En effet, peu de salariés, se sont rendus aux urnes, pour différentes raisons (manque d'intérêt du scrutin, tant sur le fond — la Sécu — que pour la tournure prise — la politisation —, sabotage patronal pour sortir des entreprises et aller voter, pagaille dans l'organisation qui s'est révélée lourde de conséquence). Résultat des courses : à peine 50 % de votants et un vote très conservateurs, d'autant que les professions libérales, les artisans, etc... y participaient également. Ce qui explique aussi en grande partie la progression de F.O. (l'image — publicitaire — de Bergeron, sa présence depuis 1947 dans les administrations, et la place de « sortants » de gestionnaires des Caisses), la meilleure tenue de la C.G.T. (mieux connue par son histoire chez les retraités : S.N.C.F., E.D.F., P.T.T., etc...), et la baisse plus importante de la C.F.D.T. qui, elle, a peu d'audience dans ces milieux, vu sa « jeunesse » — ainsi, dans les Côtes-du-Nord, la centrale d'Edmond Maire fait ses plus mauvais scores aux endroits où les retraités sont nombreux (3^e derrière F.O.).

Sur le terrain, rien ne change

En second lieu, on a eu droit à un vote très politique : sans rappeler tous ceux qui, de Jean-Marie Le Pen à Jacques Chirac ont appelé à voter pour F.O., la C.F.T.C. ou la C.G.C., il est clair qu'un

des enjeux était bien présent : mettre le pouvoir en échec à la suite des séries d'élections partielles de la région parisienne : de ce point de vue, il y a eu un vote utile à droite vers F.O., y compris là où, en d'autres circonstances, ces voies auraient été à la C.F.D.T. ou la C.G.T. pour leur efficacité « professionnelle ». C'est en particulier le cas du Morbihan (où F.O. est à 1 % de la C.F.D.T. et de la C.G.T.) et de l'Ille-et-Vilaine où pour la C.P.A.M., le syndicat de Bergeron passe en première position.

Une bipolarisation a été très nette, et permet ainsi à la droite de donner au pouvoir un avertissement précis, sans frais puisque ce sont les syndicats les plus engagés sur le terrain qui « prennent les coups » — ce qui, psychologiquement n'ira pas sans conséquence...

Alors, maintenant ? Sur le terrain, dans les entreprises, là où concrètement se mènent les luttes de tous les jours des travailleurs bretons, rien ne change F.O., la C.F.T.C. ou la C.G.C. restent minoritaires. Les élections de 1982 pour les comités d'entreprises le prouvent et rejoignent en cela les prudhomales de la même année. Une crainte cependant : que dans la « dynamique » créée à cette occasion, le patronat ne cherche à exploiter cet avantage pour lui qu'est la montée de F.O., et ce en terme de création de sections dans les entreprises.

En ce qui concerne la Sécu (qui est tout de même le premier objet de la consultation), le plus gros reste à faire. Qui va prendre la présidence des Caisses ? Compte tenu des équilibres qui viennent de se mettre en place, cette mise en place risque d'être laborieuse. Le « P.B. » y reviendra en janvier prochain à l'occasion des élections aux présidences.

Louis Guyomard.

«Bretaenhe Galaese» succède aux «Amis du parler gallo»

«**B**RETAENHE Galaese» (prononcer Bretagne galaise) est le nouveau nom des « Amis du parler gallo ». La nouvelle appellation a été entérinée par l'assemblée générale de l'association qui s'est tenue le 2 octobre à Rennes. Ce changement était rendu nécessaire par la décision du ministère de l'éducation nationale, en juin dernier, d'admettre le Gallo comme langue au même titre que le Breton, le Corse et le Basque. Il pourra donc être enseigné et choisi en option au baccalauréat.

Bretaenhe Galaese par sa dénomination exprime la détermination de ses militants de s'inscrire sans ambiguïté dans le combat culturel breton. Sa graphie ne manquera pourtant pas de surprendre. Mais elle traduit la volonté des défenseurs du Gallo d'opter pour une graphie unifiée. Une brochure sur ce toujours épineux problème sera publiée prochainement.

Tout en consolidant ses succès en milieu scolaire, l'association va, pour 84, porter ses efforts sur la réalisation d'une vaste enquête ayant pour thème « Appartenance Bretonne, identité Gallèse ». Une étude qui va dans la droite ligne de la nouvelle appellation.

LES RIGODAILLES. — La fête de la culture Gallo. 120 musiciens, chanteurs, conteurs, danseurs avaient envahi en avril dernier la Maison de la Culture de Rennes de 17 h à 5 h du matin. 12 heures de fête ininterrompue sur quatre scènes différentes. Sur la même formule, les Rigodailles 84 auront lieu le samedi 24 février. Elles s'ouvriront en plus cette année à deux autres formes d'expression : la bande dessinée et le cinéma. Les Rigodailles sont organisées en commun par toutes les associations bretonnes de Rennes. Les contacts peuvent d'ores et déjà être pris auprès de Bernard Hommerie, 6, rue Legraverend, 35000 Rennes. Tél. 99/71.42.55.



F.R.3.

IDEES RICHES POUR TELE PAUVRE

L'équipe technique de F.R.3 - Brest



Louis Blonce

«Tant que les émissions régionales seront diffusées à une heure de faible écoute, et que les émissions nationales bénéficieront des meilleurs horaires, il sera illusoire de parler d'égalité». Ces propos d'un journaliste de FR3-Rennes ont l'avantage de la clarté !

A partir de là, peut-on quand même tenter quelque chose ? Oui, répondent sans hésiter, et avec pas mal d'enthousiasme Michel Le Bris, directeur des programmes à Rennes, et Youenn Gwernig, chargé des émissions en breton.

Le «Peuple Breton» les a rencontrés, pour la deuxième partie de son dossier sur FR3 Bretagne Pays-de-loire.

Le Peuple Breton : FR3 Bretagne Pays de Loire fonctionne désormais avec trois heures quotidiennes. C'est une télévision bretonne, ou c'est une télévision régionale ?

Michel Le Bris : C'est une télévision régionale, Bretagne et Pays de Loire. J'insiste sur le «et» : il n'est pas mauvais que les Bretons mécontents de ce qu'on ne leur fasse pas la part assez belle (je suppose qu'il doit y en avoir !) sachent que ces «Pays de Loire» auraient, eux, tendance à protester contre «l'impérialisme breton». C'est un peu vrai : dans

les projets que je reçois, je remarque une nette prédominance des sujets consacrés à la Bretagne. Et c'est compréhensible : la Bretagne a une très forte, et pour certains, donc, très gênante, identité culturelle. Mais je m'attache à être équitable : Sports Grand Ouest, Côte Ouest, Dialogue, Antenne Ouverte, Vent d'Ouest, le magazine «cinéma» de Christian Roland, il suffit d'en considérer les sommaires pour constater ce souci d'équilibre.

Mais en même temps, je sais : il y

aurait à polémiquer quant au statut de la région nantaise, qui est incontestablement bretonne par son histoire, et donc sa culture, mais qui ne l'est plus administrativement parlant. Seulement là, je ne peux rien : je n'ai pas le pouvoir de changer la loi ! Il y a donc un problème : il faudra un peu de souplesse, d'imagination, il faudra jouer sur les possibilités de «décrochage» pour s'accommoder de ce fait, réel, que la station doit proposer un programme équilibré à une région qui n'est pas forcément homogène culturellement.

Public satisfait

Le Peuple Breton: On a pu constater l'éclectisme des premiers programmes. On a beaucoup parlé de «Dynasty». Manifestement, ce feuilleton est là, d'abord, pour une question d'argent. La station devra-t-elle toujours avoir recours à ce genre d'artifice pour pouvoir fonctionner?

Michel Le Bris: Dynasty? Ce n'est pas une affaire d'argent, mais de taux d'écoute. Personnellement, ça ne me choque pas beaucoup: les feuilletons américains sont mieux faits que les feuilletons français, alors, feuilleton pour feuilleton... pourquoi pas? Les téléspectateurs ne sont pas choqués de voir un feuilleton américain sur Antenne 2 ou TF1 — pour quoi devrions-nous l'être sur FR3 Bretagne-Pays de Loire? A moins de concevoir que le provincial est nécessairement cloué à son champ ou sa commune. C'est pour moi l'exemple type de faux débat pour «militants»: le public, lui, est satisfait! En même temps, puisqu'il s'agit de taux d'écoute, je suis assez content lorsque j'apprends que le premier «Vent d'Ouest» de Paugam a été cette semaine-là plus regardé que «Dynasty».

Vous parlez d'artifice. Disons qu'il faudra beaucoup de passion, d'imagination, et d'astuces. Faute d'argent? Oui et non. C'est vrai: nous n'avons pas les moyens de faire, ici, une petite Antenne 2. Mais est-ce cela, de toutes façons, la télévision de l'avenir? Devant ces problèmes de budgets, deux attitudes sont possibles. Soit on se dit: «C'est toujours pareil, «ils» ne nous donnent rien, on n'aura jamais de télévision régionale». Mais pourquoi voulez-vous que «ils» vous fassent un cadeau? Et quelle est cette mentalité de velléitaires quémandeurs? Soit on affronte la réalité, et on essaie de l'inventer, cette télévision régionale. La seconde perspective m'excite assez: aurons-nous assez d'astuce, d'imagination à des tas de niveaux, pour se donner les moyens qui nous manquent encore pour inventer progressivement une télévision régionale? J'aime bien ce genre de pari: après tout, nous n'avons pas d'argent lorsqu'avec quelques amis et moi-même, nous avons créé le quotidien «Libération». Et l'on n'a pas manqué alors de nous expliquer que c'était impossible!

Enfin, ceci: la télévision à inventer doit être celle de tous. La télévision n'a pas à être un instrument de manipulation, ou d'évangélisation politique, la télévision n'a pas à être partisane, au service d'une cause. Je le dis tout net: les «militants» qui analysent les médias en terme d'aliénation des masses — et donc qui s'empressent, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, de les «aliéner» à leur tour — risquent fort d'être déçus. Moi, je considère que j'ai à faire un programme pour la totalité des gens en respectant la diversité de leurs sensibilités et opinions. Je ne vois pas comment on peut, autrement, concevoir, honnêtement, ce travail.

Une télévision de proximité

P.B.: Invention, création, deux aspects d'une attitude que vous comp-

tez adopter. Pourriez-vous préciser vers où se dirige cette invention et qu'est-ce qui concrétisera la création?

M.L.B.: Voilà trois heures à faire chaque jour avec des moyens en hommes et en matériel guère supérieurs à ceux qu'avait FR3 auparavant. Comment contourner le problème des coûts? L'idée a été de créer une agence: l'API, agence de production interrégionale: pour qu'un projet soit mis en production il faut qu'un certain nombre d'autres régions l'aient accepté. Si elles sont sept, le coût est partagé entre elles toutes, par l'intermédiaire de cette agence. Pas la peine de rêver: il est impossible de concevoir douze stations fonctionnant en autonomie complète dès maintenant. Mais ce système n'est pas seulement une contrainte, c'est aussi un garde-fou: les sujets doivent certes correspondre à une singularité de la région, mais une singularité universalisante, pas une singularité qui replie chacun sur soi. Il faut être capable d'intéresser les autres en parlant de soi. Il faut donc une politique autonome des programmes, mais aussi une politique qui permette de coordonner les productions des autres régions. Un problème d'harmonisation se pose alors — ou bien chacune de ces régions (qui doit aussi programmer ce qu'elle a acheté aux autres stations) se trouvera dans l'impossibilité de concevoir un programme cohérent.

P.B.: De cette manière, vous ne réinventez pas la centralisation...

M.L.B.: Non. Je pense que l'on invente quelque chose de tout à fait différent: la prise de parole d'une France plurielle. Il nous faudra inventer une manière de vivre ensemble — et si nous ne le pouvons pas avec «l'extérieur» de la région, comment le pourrions-nous mieux à «l'intérieur»? Un exemple: l'histoire. Qui connaît l'histoire de France — je veux dire l'histoire de tous les pays qui ont fait la France, et non l'histoire de la centralisation? Je veux mettre en route une histoire des années soixante: de la révolte des tracteurs aux manifestations viticoles en passant par les plans



Michel Le Bris

Le Peuple Breton

d'aménagement quelque chose s'est passé, là, de décisif: l'essentiel des idées «régionalistes» sont nées à ce moment-là. Cette histoire «de France» reste à faire. Par nous. Parce que jusqu'ici elle n'a pas intéressé Paris. Pardi! c'est l'idée de «centre» qui s'y trouvait contestée. Ce projet, toutes les régions ensemble, nous pouvons le mener à bien... Ou bien encore: pourquoi les Bureaux Régionaux d'Information de FR3 ne coordonneraient-ils pas leurs moyens pour mener une grande enquête sur le thème: les régionalistes et la gauche? Et il y en a des dizaines d'idées de cette sorte qui impliqueraient une coordination des régions. Rien à voir pourtant avec une idéologie jacobine! Enfin, il faut voir ceci, sur la possible création dans les télévisions régionales: si vous voulez faire des petites Antenne 2, vous êtes fichus, vous ferez une télévision tout à la fois lourde, et pauvre. L'avenir? Il est à la télévision de proximité, aux moyens légers, souples, permettant de coller à la vie. Toute l'évolution technologique va dans ce sens. Je ne parle pas de l'an 2000 — mais des mois à venir... Un jour les unités

PLUS L'ELAN EST GENEREUX...

Dans le «Peuple Breton» d'octobre, nous publions un entrefilet sur le coût de la minute T.V. en breton, deux fois plus élevé qu'en français. L'explication était simple, écrivions-nous: c'est le sous-titrage en français de «Hekleo an Deiziu» qui pèse sur le prix de revient. Michel le Bris nous a précisé: «La direction des programmes de FR3 Bretagne Pays de Loire tient à faire savoir que cette information est inexacte et s'étonne qu'elle ait pu être donnée sans vérification aucune auprès de qui de droit dans la station: il s'agit bien du coût des seuls Breiz o Veva, hors de toute autre charge supplémentaire».

M. Le Bris tient d'autre part à souligner que les propos qui lui sont prêtés dans l'article «Garez-vous, la culture arrive!», sont «purement imaginaires» et que son commentaire à propos de la nouveauté et de la nécessité de l'émission Vent d'Ouest «ne manifestait pas un fol orgueil ou une méconnaissance du travail de toutes les revues bretonnes». Selon le

directeur des programmes: «Si le journaliste s'était donné la peine de lire vraiment le texte incriminé, il se serait rendu compte qu'il ne s'agissait que du constat d'un manque: l'absence sur les médias grand public, T.V. ou quotidiens régionaux, d'un grand magazine culturel».

Heureux de cette précision de Michel Le Bris. La phrase incriminée «Si la vie culturelle donne le visage d'une région, disons que notre région était jusqu'ici comme privée de visage» n'avait donc pas de portée générale. N'empêche... la lecture (attentive) du texte ne le faisait guère apparaître. Comme quoi, plus l'élan est généreux, plus loin il emporte. Quant à l'imaginaire des propos, il n'a rien de celtique; pas de tradition orale (ni de trahison...): ils sont bien imprimés dans les textes que FR3 Rennes distribue à la presse; et d'autres («Le paysan de la Mayenne») ont impressionné (favorablement) les bandes magnétiques de Radio-Armorique le 5 septembre.

J. G.

lourdes actuelles apparaîtront comme des dinosaures, périmes, inadéquats. La nature même de nos moyens actuels peut être une chance, et non un handicap, si nous savons anticiper sur cette évolution nécessaire.

Des tracts en musique

Le Peuple Breton : vous avez parlé de la crise des mouvements politiques bretons qui seraient la chance du mouvement culturel. Qu'entendez-vous par là ?

Michel Le Bris : Un préambule, nécessaire. En tant que personne privée je peux avoir des opinions, des analyses, des convictions. Et puis je suis responsable des programmes de FR3 — et là je ne crois pas que l'on puisse me reprocher de vouloir introduire en douce une idéologie quelconque. J'ai un tour d'esprit assez particulier peut-être : j'accepte tout à fait que l'on ne soit pas de mon avis. C'est donc en tant que personne privée, en tant qu'écrivain, que je peux répondre là-dessus.

Pour dire ceci : le militant a toujours vécu peu ou prou aux crochets des créateurs. Depuis la théorie léniniste de la « petite vis » jusqu'à aujourd'hui... Et quand ça ne va plus, eh bien, on les met en prison. Les militants mettent plus souvent en prison (quand ils en ont les moyens) les créateurs que l'inverse, non ? L'alliance de l'idéologie et de la « création » s'est toujours avérée catastrophique voilà simplement ce que je veux dire, qui me paraît à peu près évident. Qu'est-ce que les mouvements dits de minorités nationales ont produit comme idées neuves ces dernières années ? Par contre la création artistique est essentielle ; c'est à mes yeux elle qui est déterminante dans la constitution d'une communauté. Encore faut-il qu'elle ne soit pas sous surveillance. Il ne suffit pas de mettre des tracts en musique pour être un grand musicien ! Le renouveau des minorités nationales au 19^e et au début du 20^e s'est traduit par une floraison extraordinaire de créateurs. Où sont, aujourd'hui, nos Bartok, nos Janacek, nos Yeats ? Est-ce que la création aujourd'hui est encore capable de continuer à inventer la Bretagne — si la Bretagne est d'abord un imaginaire où les gens se reconnaissent, et puisent une identité ? Un exemple : les militants nationalistes irlandais aujourd'hui vous expliquent que la « renaissance irlandaise », au tournant du siècle, a été liée à une renaissance littéraire extraordinaire songez à Synge, Yeats, O'Casey. Je suis d'accord : ceux-là ont tout simplement inventé une Irlande aux dimensions de l'univers. Mais il ne faut pas oublier que ces militants irlandais à l'époque furent les plus farouches adversaires de ces écrivains-là, qui ne marchaient pas au pas ! Pensez qu'ils ont tout fait pour empêcher la représentation du Baladin du monde occidental ! Je crois, si l'on est honnête, que cela mérite réflexion, non ?

P. B. : Pour en revenir à la création : aujourd'hui, en Bretagne, il y a des gens qui sont producteurs, et qui n'ont pas accès aux médias. Vous vous êtes prononcés en faveur des co-productions

avec les créateurs en Bretagne. Qu'en sera-t-il exactement ?

M.L.B. : Je pense qu'il est du devoir, de la mission de FR3 d'être un amplificateur — de pouvoir faire jouer tout le potentiel de création d'une région... Cela pose bien des problèmes, notamment de corporatismes, il ne faut pas se le cacher. Mais nous avançons vite, pourtant. Nous multiplions les contacts, les projets, nous avons ouvert un créneau, « Antenne Ouverte » ou bien des cinéastes et vidéastes indépendants ont pu commencer à se faire connaître du public. Mais je ne suis là que depuis le 18 juillet : un peu de patience ! En même temps, il y a un défi à relever, par rapport à l'idée parisienne de la province : il va falloir faire au moins aussi bien, sinon mieux. Je ne vais pas m'amuser à mettre en production des choses misérables ou médiocres. On doit être exigeant. On peut l'être.

Brevets de génies incompris

P. B. : Votre réponse est extrêmement dure : dire qu'il n'y a pas grand chose de produit actuellement en Bretagne.

M.L.B. : Mais je n'ai pas dit ça ! Je dis simplement une exigence de qualité. Il suffit de regarder « Antenne Ouverte » pour s'apercevoir qu'il existe des gens capables. Voyez, par exemple, Dominique Belloir. Qui sait qu'elle est une des grandes spécialistes de la vidéo en France ? Or, elle habite Saint-Brieuc. Mais c'est vrai qu'il y a une complaisance que je dirais « du ghetto » en Bretagne : ce n'est pas difficile entre copains, de se décerner des brevets de génie incompris, et de s'inventer un grand méchant loup, tapi dans l'ombre, responsable de tous les maux. C'est plus difficile lorsque l'on s'ouvre au monde. J'espère simplement contribuer à insuffler un esprit d'exigence.

Pour en revenir à votre remarque, la création existe en Bretagne et Pays de Loire, mais le problème est de savoir comment la faire déboucher sur l'antenne. C'est, aussi, à inventer. A priori c'est impossible puisque nous n'avons guère d'argent pour faire des achats et que pour pouvoir tourner, ici, il faut sa carte de réalisateur homologué T.V. Mais en même temps, il est certain que les nouvelles manières de regarder, de filmer, s'inventent plutôt à l'extérieur de la structure T.V. Problème, aussi, de lourdeur des structures. Il faut donc pouvoir accueillir cette production extérieure, sous peine de passer complètement à côté des nouveaux enjeux. Mon attitude : tout faire pour accueillir cette créativité. De créer un espace libre, de voir les ondes de choc, puis d'avancer d'un cran. Il est probable, ainsi, qu'en 84 un budget particulier sera prévu dans le cadre de l'API pour des achats de ce type de produits. Je ne suis pas naïf, mais je crois aux vertus de l'imagination. A condition d'une transformation des mentalités : ne pas partir, par exemple, du budget qui nous est alloué comme d'une somme à dépenser mais comme d'un investissement. Si par exemple nous co-produisons avec les Glénan et les éditions du Seuil le cours de navigation des Glénan je suis certain qu'avec les possibilités de vente à l'étranger, les

possibilités de vente de cassettes, nous ne serons certainement pas perdants !

P. B. Cependant, il y a un type d'émissions qui ne devrait pas vous rapporter beaucoup d'argent : ce sont celles en langue bretonne...

M.L.B. : Et pourquoi non ? Et les télévisions du monde celtique, elles existent ou non ? Pourquoi ne pas entamer avec elles des négociations commerciales ? Pourquoi ne pas proposer des sujets « Breiz O Vev » dans le cadre de l'API ? Il faut, simplement avoir un peu une mentalité « d'entrepreneur ». Pour en revenir aux émissions en langue bretonne... Il faut savoir que nous avons un budget, pour un certain nombre d'heures d'émissions. Quarante-quatre fois vingt-six minutes pour être précis. Contre treize heures d'émissions françaises dans le cadre de l'API, pour comparer ce qui est comparable. Nous n'aurons pas un sou de plus. Et nous n'y pouvons rien : le reprocher à FR3 est sans intérêt : mieux vaut faire pression sur les élus, et l'autorité de tutelle ! A côté de cela nous voulons cependant rencontrer, sur des projets précis, toutes les institutions régionales concernées par ce problème. Nous sommes en discussions avec le Rectorat, sur un projet d'émissions d'apprentissage de la langue bretonne. Il y a des liens à renouer avec les télévisions celtiques. Pourquoi, au-delà des échanges, ne pas imaginer, là encore, des co-productions ? C'est dans cet esprit, d'ailleurs, que nous avons signé avec la B.B.C. une convention de co-production de 10 émissions de 45 minutes sur « l'odyssée celtique ».

« On a plus de plaisir »

P. B. : Pour en revenir à la langue bretonne, la zone d'émission FR3 Bretagne/Pays de Loire, de par son importance, n'interdit-elle pas toute possibilité de bilinguisme, une des solutions les plus fiables, car vécue quotidiennement, pour le maintien et le développement du breton ? En d'autres termes, ne faudrait-il pas en arriver à un « découpage » vraiment logique, c'est-à-dire breton, Nantes incluse, en lieu d'en rester à celui-là, bâtard, qui nous mène jusqu'aux plaines mayennaises ?

M.L.B. : Probablement oui ! Mais cela ne dépend pas de moi. Il faut modifier la loi, et je n'ai pas ce pouvoir. Et la répartition des émetteurs ne simplifie pas le problème, en cas de décrochage. Pour les « Hekleo an Deiziou », puisqu'il s'agit d'une rediffusion, nous pourrions envisager un décrochage sur la Bretagne « administrative », avec un programme particulier pour les pays de Loire. C'est vrai, il y a des nantais qui protesteront. Comme il y en a qui protestent lorsqu'on leur propose des émissions en breton, parce qu'ils ne se reconnaissent plus bretons. Mais nous travaillons dans le sens du bilinguisme. A preuve nos vendredis, avec Rozenn Milin. Autre problème, lié à ces émissions : nous ne savons même pas quel est leur impact. Sont-elles vues par dix, mille, cent mille personnes ?

P. B. : Si elles sont regardées par peu de personnes, comme c'est probable,

Youenn Gwernig à F.R.3.

LA MANIERE D'ACCROCHER...

Le grand Youenn, dans un petit secrétariat, faut avoir vu. Et on a vu. Début octobre, ça fait seulement quelques jours qu'il a accepté la responsabilité des émissions en breton sur F.R.3 Bretagne-P.D.L. Nouvelle fraîche donc, qui, peut expliquer que notre chanteur-poète-conteur-écrivain n'ait pas encore de bureau. Ça ne l'émeut pas outre mesure, en tous cas ce après-midi là où, lui comme nous, investissons ces quelques mètres carrés en nous posant sur les sièges prévus à cet effet.

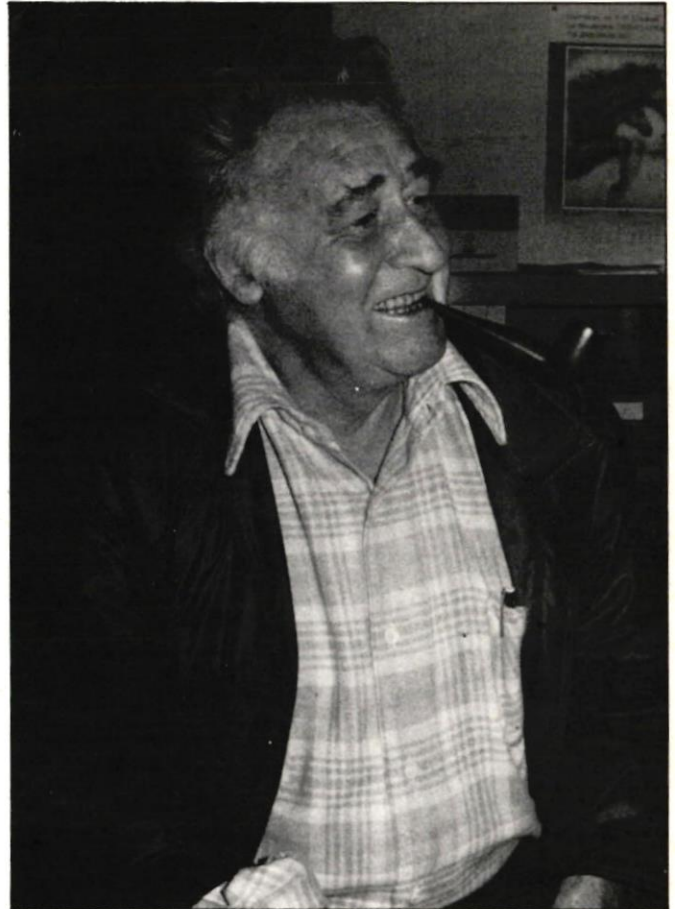
« Sur le coup, quand on m'a proposé ça, j'ai eu une trouille monstre », raconte-t-il. « Mais maintenant, c'est plutôt l'enthousiasme. Les grilles de programmes 83 sont faites, ils faudra donc attendre fin 83 et surtout 84 pour les nouvelles sur lesquelles on se met dès le 1^{er} novembre. Mais je ne bosserai pas tout seul! Mari Kermarreg, Per ar Flaog, Rozenn Milin, entre autres, qui sont des animateurs et des producteurs spécialistes en langue bretonne, sont bien là ».

Les moyens financiers devraient correspondre à la volonté d'élargissement, d'ouverture de l'équipe. Les idées existent : « On ira pas mal sur le terrain. Pour donner la parole à ceux qui parlent le breton tous les jours, faire des choses très simples, et si possible attrayantes. Avec de l'humour, mais pas de l'humour gras, qui déprécie les choses et les gens. Parmi les idées, on pense faire un feuilleton qui mettrait en scène une famille au quotidien, et puis présenter des pièces en breton avec le *Strollad ar Vro Bagan* notamment. On envisage aussi des co-productions ».

Le bilinguisme? A fond pour, il est le Youenn : « Je le connais puisque je le pratique depuis que je suis gosse! Il fait partie des mœurs, et le porter à l'écran, c'est évidemment refléter ce qui se vit chaque jour en Bretagne. Ce qui a eu lieu pour les émissions bilingues sur R.B.O. il faudrait que ça puisse se produire, mais en plus prononcé, à la télé ».

Quand l'enfant de Scaër affirme n'avoir pas l'intention de travailler seul, il s'adresse aussi aux auteurs des 300 lettres de Loire-Atlantique qu'il a déjà reçues, qui se plaignent amèrement de ces fameux « décrochages » rendant toute réception d'émissions en breton nulle et non avenue en pays nantais. « Il faut que les gens continuent à écrire!, s'exclame-t-il en guise d'appel. Plus

Le Peuple Breton



il y a en aura, et plus on saura où agir, et comment. Pour imposer ce qu'on veut pour la langue bretonne, c'est un des meilleurs moyens ».

Autre appel, celui que le pensionnaire d'Ar Majenn lance en direction « des gars, des nanas en Bretagne qui sont capables d'écrire des scénarios : il y a une mine de talents qui sont nés depuis quelques années, qui n'est pas exploitée ».

En breton comme en français, la nouvelle F.R.3. aura droit à sa prise de température hebdomadaire : chaque semaine des son-

dages seront faits systématiquement. « Si le taux d'écoute baisse, ce ne sera pas parce que c'est du breton, mais à cause de la manière d'accrocher qui ne sera pas la bonne ».

Et si ça ne marche pas du tout? « Je retournerai soigner mes poules! », annonce en riant l'ancien président de Radio Tele Brezhoneg qui ajoute : « En occupant ce poste, je ne pense pas servir d'alibi. Si c'était le cas, je ne resterais pas une minute de plus. Si j'ai accepté, c'est que j'ai eu le sentiment qu'on me demandait quelque chose de précis à construire, et que je peux le faire ».

P.G.

qu'elle en est la cause : la langue, ou la mauvaise qualité des émissions, leur caractère poussiéreux ?

M.L.B. : Les militants auraient tendance à toujours dire : davantage d'émissions en langue bretonne. Sans même savoir si elles sont regardées. N'est-il pas plus important d'abord, d'agrandir son audience? A quoi bon trois heures par jour, si elles ne sont pas regardées? Moi je voudrais des émissions bretonnes qui seraient regardées, aimées, où les gens parlant naturellement le breton se reconnaîtraient, se

retrouveraient. Ce serait, aussi, une petite révolution dans les esprits si l'on commençait à réfléchir en ces termes-là. Et c'est en ce sens que nous travaillons, mon vieux complice Youenn Gwernig et moi-même, avec le plein accord de Jean-Pol Guguén.

Quelque chose me frappe. J'ai visionné récemment un film de Philippe Durand sur la langue bretonne tourné en 74. Un maçon à qui l'on demande pourquoi il parle encore breton avec ses collègues répond : parce qu'on a plus de plaisir. Et si on y voit aussi Youenn

Gwernig raconter une petite histoire qui fait hurler de rire le public : mine de rien, avec légèreté, plein de choses étaient dites. A côté de ça, quelques penseurs du mouvement venaient expliquer, dans leur langue de bois, ce que les gens venaient « en réalité » de dire. Et c'est insupportable : parce que rien ne vieillit plus vite que ces langues de bois. D'où l'idée, avec Philippe Durand de remonter ce film, en ne conservant que les moments « vrais » hors de toute obsession dogmatique. Dans cet esprit la

nomination de Youenn Gwernig par Jean-Pol Gu guen est une excellente nouvelle, non ? La contrainte de vérité, par le biais de sondages Audimat, ceux-là incontestables, peut aider à accélérer cette prise de conscience.

Un centre audio-visuel unique

P. B. : Des sondages ont-ils été réalisés, et quels en sont les résultats ?

M.L.B. : Lors de la conférence de presse du président Holleaux, le 5 octobre, quelques chiffres intéressants ont été communiqués. Un premier sondage portant sur 2500 personnes, sur tout le territoire français donnait, pour la première semaine 14% de taux d'écoute, pour la 2^e 15%, pour la troisième 16,5 et pour la quatrième, plus de 19%. Les sondés s'entendent évidemment regardant ou non la télévision. Un autre sondage portant cette fois seulement sur les personnes regardant la télévision donnait, pour la 4^e semaine : 50% regardant A2, 30% regardant FR3 et 20% regardant TF1. En un mois FR3 a donc dépassé l'audience des après-midi de TF1 ! De plus, 92% des téléspectateurs se déclaraient très satisfaits des programmes régionaux. Il faut bien mesurer ce que cela signifie : c'est tout à fait étonnant !

Je précise tout de suite que je ne fais pas partie de ces 92% : je pense que nous pouvons faire beaucoup mieux. J'ai été très surpris, à mon arrivée, de constater que la quasi-totalité des projets qui m'étaient soumis parlaient d'un pays qui n'existe plus depuis un demi-siècle. Il y a là un sérieux problème. Je veux (et c'est davantage qu'une déclaration d'intention : autrement nous sommes fichus) que la station se montre capable de parler d'un pays qui vit, aujourd'hui, au présent. Et dans ses difficultés et contradictions. En même temps, nous sommes des professionnels, pas des doctrinaires. Je pense que si nous arrivons à faire des programmes vivants, intelligents, attentifs à la diversité des opinions, distrayants ; nous aurons certainement gagné quelque chose. Et bien des guerres de religion pourraient alors s'estomper.

P.B. : Pour la partie technique êtes-vous au point, ou travaillez-vous à des améliorations ?

M.L.B. : Nous avons un handicap considérable à remonter, et il est vrai que nous travaillons dans des conditions difficiles. Et la conjoncture économique n'est pas favorable à de lourds investissements. Pourtant — il est trop tôt pour en parler encore de manière très détaillée — nous pouvons espérer que dans un délai assez rapproché nous serons dotés d'un centre audio-visuel régional à peu près unique en France, sinon en Europe avec régie numérique connectée à nos studios, à la Maison de la Culture, à un studio nouveau. Le tout pourrait constituer un ensemble aux possibilités techniques considérables. La «vocation électronique» de la Bretagne ne serait pas alors un vain mot pour les téléspectateurs !

Propos recueillis par
Jean Guéguénat.

LA THESE A MARYON

Seconde partie de notre dossier consacré à la thèse de Maryon Mc Donald sur «Les aspects sociaux de la langue et de l'enseignement en Bretagne». Après les points de vue de l'auteur, de Mikaël Madeg, de Fañch Kerfraval et de Paul Menez (P.B. 238), nous publions ceux de Fañch Kerrain et de Skol an Emsav. Pour leur part, Roland Godefroy et, à nouveau, Maryon Mc Donald réagissent aux propos tenus le mois dernier dans ces colonnes.

«L'enseignement du français a été accueilli à bras ouverts par la paysannerie bretonne, qui voyait là un moyen d'accéder à l'instruction». Maryon McDonald ne fait pas une découverte quand bien même le lyrisme de la formule peut faire oublier les troubles et les difficultés engendrés par cette mutation. Cette thèse que nous n'avons encore pu obtenir mériterait une lecture attentive, mais dans ses propos rapportés par la presse, la jeune linguiste et sociologue anglaise nous paraît passer à côté de l'essentiel : l'analyse du phénomène et de ses causes profondes.

Des troubles psychologiques à expliquer.

D'autre part, si ce «choix socio-linguistique» n'a pas été quelque peu imposé par la situation sociale des bretonnants, s'il n'y a pas eu ainsi, souvent, refoulement de la personnalité, il faudra expliquer ce qu'un autre sociologue Fañch Elegouet a appelé «l'identité négative des bretons», l'alcoolisme, le taux remarquablement élevé de dépressions nerveuses et d'hospitalisations psychiatriques.

Interprétations et omissions

Cette analyse faite, il convient de noter que les affirmations de Maryon McDonald reposent parfois sur des interprétations étonnantes ou de graves omissions.

Si elle ne va pas jusqu'à nier l'utilisation du «symbole» qui, dans notre analyse, n'est pas déterminant, elle n'hésite pas à le réduire au rang de jeu. Drôle de jeu pour l'enfant brimé ou puni à la fin de la journée. Que le «symbole» ait été inventé en Bretagne, et interdit par Paris n'est pas pour surprendre. L'expérience a souvent montré que dans la répression les exécutants vont au-delà des vœux de leurs dirigeants. Parler breton était généralement une «faute». Les pédagogues apprécieront l'explication de McDonald.

Politique de francisation :

Mais on croirait, à l'entendre, qu'il n'y a pas eu de politique de francisation de la part du pouvoir. Pourquoi alors en 1845, cette déclaration d'un sous-préfet aux instituteurs : «surtout, rappelez-vous messieurs, que vous n'êtes établis que pour tuer la langue bretonne» ou encore celle du préfet des Côtes-du-Nord qui écrivait à l'évêque de Saint-Brieuc le 21 novembre 1846 : «Nos écoles dans la Basse-Bretagne ont particulièrement pour objet de substituer la langue française au breton». En 1897, l'inspecteur d'Académie Dosimont édicta une «règle inviolable» : «pas un mot de breton en classe, ni dans les cours de récréation».

Le comité d'instruction primaire de Quimper : un seul breton, pas un paysan.

Une analyse libérale

Plus exactement elle a une conception de type libéral de la société qui tend à nier les phénomènes de domination, de colonisation, d'impérialisme : «Pourquoi veut-on toujours raisonner en termes de soumission, de conditionnement, de servilité?» dit-elle. Comme s'il n'y avait pas des classes dominantes et des classes dominées, de colonisateurs et de colonisés à des divers degrés. Pas plus que les paysans de langue d'oc, les Basques et combien d'autres populations, les paysans bretons n'ont fait un «choix socio-linguistique». Avant même la révolution industrielle, les classes dirigeantes bretonnes sont francisées et tournées vers Paris. L'économie bretonne est assujettie à l'économie française. La langue bretonne, bien que comme toute langue, elle en ait la possibilité théorique, ne joue plus, dans le système économique, social et politique dominant, son rôle d'outil de création et de promotion. A moins d'entamer un processus révolutionnaire rendant à la langue bretonne, son rôle de langue de société, les paysans bretons ne pouvaient évidemment «choisir» que le français.

Et aujourd'hui, ne peut-on pas dire aussi que la jeunesse française accueille le modèle culturel américain dominant, et même sa langue, à bras ouverts ! Qui n'y voit pourtant la marque d'une colonisation ? Peut-être Maryon McDonald...

IMPRIMERIE DE BRETAGNE

Pont-Bellec MORLAIX - tél. 88.02.40
tous vos imprimés commerciaux et publicitaires

Maryon McDonald cite les « Bretons » du comité local d'instruction primaire de Quimper qui, en réponse à une enquête en 1831, ont refusé catégoriquement d'instituer un système bilingue. Elle aurait pu ajouter la suggestion de ce même comité au préfet de Quimper: « Ne doit-on pas favoriser, par tous les moyens possibles, l'appauvrissement, la corruption du bas-breton, jusqu'au point que d'une commune à l'autre on ne puisse plus s'entendre? Car alors la nécessité des communications obligera le paysan à apprendre le français » et indiquer qu'en fait de paysans et de Bretons, ce comité était composé de MM. Blot, conseiller municipal; Crop, Juge; Vaultier, professeur d'hydrographie; Buzare, propriétaire; Laplace, avoué; Dubosc, médecin; Trouessard, professeur de collège; seul le nom de Buzare étant répertorié au catalogue des noms de famille de Basse-Bretagne de Gourvil.

Résistances et revendications:

Encore ne faudrait-il pas oublier non plus les phénomènes de résistance. Les décrets des 8 et 10 Pluviose an II (1794) avaient institué la nomination d'un instituteur de langue française «... dans chaque commune de campagne des départements du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord et dans la partie de la Loire-Inférieure dont les habitants parlent l'idiome appelé bas-breton». Les écoles ouvertes ayant été pratiquement désertées par leurs élèves, durent fermer leurs portes l'année suivante.

Pourquoi ne pas avoir cité, par exemple, la réponse du Préfet du Morbihan, un breton lui, à l'enquête citée plus haut en 1831: « Je suis breton, et j'éprouve une vive sympathie pour tout ce qui peut conserver notre nationalité. Je sais que les principes généraux des gouvernements sont de combattre l'esprit de province et d'effacer autant que possible, les divisions résultantes des différences de langage. Mais une langue vivante est un peuple. Faire mourir une langue, c'est faire disparaître une individualité de la famille des nations »...

Le rejet de la langue bretonne a été loin d'être un phénomène universel, surtout parmi les paysans les plus cultivés qui n'assimilaient pas leur langue à la misère matérielle ou culturelle. Souvent ils éprouvent pour elle un profond attachement tel par exemple Tanguy Prigent qui réclame, avec combien d'autres, son enseignement.

Enfin, Maryon McDonald se trompe si elle croit que les militants bretons parlent « au nom de la classe paysanne » comme s'ils voulaient maintenir le breton comme langue d'une catégorie socio-professionnelle. C'est en leur propre nom qu'ils parlent d'abord, en tant que Bretons. N'est-il pas symptomatique que les écoles Diwan concernent surtout des urbains? Leur objectif n'est autre que de permettre au peuple breton, c'est-à-dire en premier lieu aux travailleurs, de se réapproprier sa culture en même temps que le pouvoir politique et le contrôle de son économie.

Il est tout à fait tendancieux de dire qu'ils « se font passer pour des opprimés » quand ils dénoncent les situations d'oppression objective dues à l'impossibilité d'utiliser leur langue dans la société (écoles, administrations, médias) ou à la discrimination par rapport à leur culture, en violation, au surplus, de leurs droits proclamés dans de nombreux textes internationaux.

Les causes des affirmations de Maryon McDonald ne peuvent que laisser perplexe. A chacun de se faire son opinion.

Skol an Emsav.



Diwan à la fête du P.B. 83.

Erwann Denes

Il ne suffit pas de décrire...

Le doctorat d'anthropologie sociale de Maryon MacDonald se borne à constater les faits et, à ce titre, je crains fort qu'il ne fasse pas beaucoup progresser la science. En effet, on ne saurait confondre un simple savoir empirique avec un véritable savoir. Connaître, ce n'est pas seulement connaître mais surtout connaître pourquoi. Rien n'est plus éloigné de l'objectivité scientifique que le refus de la causalité.

Adhésion libre ou déterminisme social?

A ce titre, la thèse que le passage de la langue bretonne à la langue française résulte, de la part des gens, d'un choix conscient et délibéré, ne peut être que récusée pour au moins deux raisons: d'abord, elle fait comme si, à la suite de la Révolution, l'idéologie de la « France une et indivisible » n'avait pas existé, pas plus que l'organisation préfectorale napoléonienne, pas plus que les conséquences économiques de la centralisation (abandon d'une économie maritime, effondrement de l'industrie textile, misère, émigration). L'auteur n'établit donc pas de relation de cause à effet entre ces contraintes politico-économiques et l'accueil « à bras ouverts » fait à l'enseignement du français.

Ensuite, cette thèse ne semble pas davantage prendre en compte les problèmes psychosociologiques propres à la collectivité bretonne: le phénomène d'identité négative appelé communément « complexe breton ». Pourtant les traits névrotiques de la personnalité bretonne ont été remarquablement analysés par des psychiatres et des universitaires (1). Comment concilier la prétendue adhésion libre au français avec l'émergence de ces divers troubles psycho-affectifs que tout observateur rigoureux se doit de constater? Et que pourrait-on dire aussi du problème de l'alcoolisme en Bretagne?

Alors, adhésion libre ou déterminisme social? Il ne faudrait pas oublier qu'en cette période historique une espèce de rage destructrice s'est emparée de la population bretonne

vis-à-vis de ses richesses culturelles: chapelles rasées, paysage saccagé, mobilier traditionnel liquidé. Les Bretons ont non seulement « accueilli » le français mais aussi le néorustique et le formica.

Le français n'a peut-être pas été imposé par la force aux Bretons mais il a été présenté, conjointement avec l'abandon obligatoire du breton, comme l'unique voie de promotion sociale et de progrès individuel. Quels que soient les faits et les analyses, la thèse du libre choix s'avère donc nulle et non avenue.

Un problème de dignité

Il importe enfin de s'élever de la pure description sociologique à la réflexion philosophique. Le problème ne consiste pas seulement à énoncer ce qui est, mais à dire ce qui doit être. Il faut affirmer très haut que les hommes en Bretagne ont des droits. L'enseignement et la diffusion de leur langue et de leur culture représente un droit aussi essentiel, aussi vital, aussi sacré que, pour les Polonais, la reconnaissance de leur droit syndical. Et ceux que Maryon MacDonald appelle « l'Emsav » — si du moins ce terme a un sens — ce sont des militants politiques et culturels mais aussi des milliers de personnes qui, sans être militants, ont conscience de détenir des droits. Des personnes qui considèrent le refus de reconnaître leur civilisation, non seulement comme une atteinte à leur avoir, mais comme une atteinte à leur être. Des personnes qui ressentent la négation de leur identité culturelle comme une douloureuse humiliation, comme une immense frustration affective, comme la perte d'un bonheur social, comme l'expression d'un mépris, comme un racisme et, plus grave encore, comme un racisme d'État. Des personnes qui savent que l'avenir économique de la Bretagne n'est pas seulement un problème d'infra-structure routière ou de liquidation des M.C.M. mais aussi un problème de culture et de respect de la dignité bretonne.

Fañh Kerrain.

(1) Notamment les docteurs Bothorel, Carrer, Kress et M. Fañh Eleigout.

FAUT-IL BRULER LA «GRANDE PRESSE» ?

La thèse consacrée par Maryon McDonald à l'enseignement en Bretagne mérite sans aucun doute tout l'intérêt que «Le Peuple Breton» paraît vouloir lui porter. Ce n'est pas moi en tout cas qui dirai le contraire. Si j'ai pris, le premier, l'initiative de demander à Maryon McDonald de me résumer le contenu de sa thèse pour en faire une présentation aux lecteurs de «Ouest-France», c'est bien que son travail soulève, me semble-t-il, d'utiles questions, qu'il était indispensable de mettre sur la place publique pour en discuter.

Qu'à partir de cela, «Le Peuple Breton» ait estimé devoir s'interroger sur le fonctionnement de ce qu'il appelle, sans révérence, je suppose, la «grande presse», pourquoi pas après tout. Mais j'attends que le procès soit instruit sérieusement sous peine d'être nul.

A lire Mikael Madeg, me voilà accusé, avec le journal qui m'emploie, de censure, méconnaissance de l'histoire, malhonnêteté intellectuelle et, plus grave, de manquement à l'objectivité (1). Si c'était «Minute» qui avait dressé un tel réquisitoire, jeme serais probablement contenté de hausser les épaules. Mais c'est «Le Peuple Breton». On comprendra que je ne puisse laisser passer sans réagir de telles grossièretés quand d'autres font un procès pour bien moins.

Libre à Mikael Madeg de penser qu'il aurait fait mieux à ma place. Il paraît si sûr de lui que je le crois volontiers. Mais puis-je sa prose trouve si facilement place dans «Le Peuple Breton», j'aurais préféré qu'il le démontre en révélant les travaux de Maryon McDonald. La thèse avait été soutenue six mois auparavant quand je m'en suis saisi.

Passe encore que Mikael Madeg préfère critiquer le travail des autres que de faire lui-même œuvre d'information. Mais ce que je n'accepte pas, c'est qu'il attente à mon honneur de journaliste en laissant croire que j'aurais accepté, à la demande de la «rédaction centrale» (sic), de rendre mon article «plus incisif, plus sensationnel». Les lecteurs de «Ouest-France» savent bien que le «sensationnel» n'est pas le genre de la maison. Et si une telle requête m'avait été présentée, ceux qui me connaissent imagineront sans mal la réponse qu'elle aurait reçue. La décence m'empêche ici de le préciser. Où donc Mikael Madeg est-il allé chercher cette invention? Peut-être répond-il par avance dans l'article où il me met en cause lorsqu'il écrit que certains militants bretons font parfois preuve d'une maladresse qu'on peut trouver ridicule. Le mot «maladresse» me paraît ici bien faible.

Un mot encore. Si dans cette affaire la «grande presse» n'a pas su élever le débat, le «Peuple Breton» prétend-il montrer le chemin en me trouvant un penchant pour le journalisme à sensation

que je ne me reconnais pas, en débuisquant derrière mon article «un dangereux retour en force de l'idéologie française en Bretagne» (Fanch Kerfraval) et en reprochant à Maryon McDonald «une admiration inconsiderée pour la Royal Navy» (Paul Menez)? Si tel est le cas, mais sérieusement je ne le pense

pas, alors excusez-moi, mais je ne marche pas.

Roland Godefroy.

(1) Lire le «Peuple Breton» d'octobre 83.

N.D.L.R. — Interrogé par nos soins, Mikael Madeg maintient ses propos. Pour notre part, nous considérons la polémique comme close.

CHANGEZ DE CIBLE !

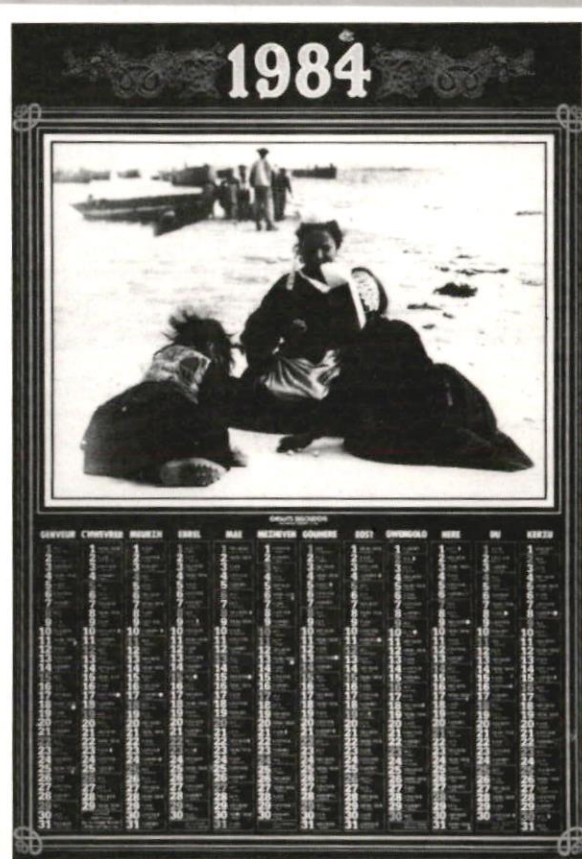
Mais qui est donc ce Paul Menez (P.B. 238) ? Il se fait passer pour un militant breton. Voilà pour la partie officielle. Pour le reste, on ne sait pas trop, et on s'interroge sur sa mission réelle en Bretagne... Je pourrais aller beaucoup plus loin ici, retournant contre Paul Menez sa propre forme d'attaque et d'accusation. Mais il me semble qu'il nuit profondément à la cause de ses collègues militants en désertant ainsi le champ du débat sérieux pour se réfugier dans les attaques et la diffamation personnelles. En plus, M. Menez semble prétendre parler au nom de Diwan (de quel droit ? Il ne précise pas). Dommage. Au vu de mon expérience, Diwan mériterait une représentation publique beaucoup plus ouverte, plus constructive et plus sérieuse que cela.

Encore un reproche : il me paraît malhonnête de la part des militants de gueuler après la «thèse introuvable», quand certains savent très bien qu'ils auraient pu venir la lire à la mairie de Plouneour-Menez, où était déposée une copie jusqu'au mois de juillet. Aucun militant n'est venu. On les attendait pourtant.

Pour le reste, j'ai l'impression parfois d'avoir écrit non pas une thèse, mais le scénario d'une pièce qui se joue et se rejoue devant mes yeux. Que certains militants, y compris Paul Menez, voient dans mon travail, ou en moi-même, le symbole de quelque oppression ou complot externe, qu'ils y voient la main de gens aussi divers que Thatcher, Mitterrand, Chirac, Marchais, la C.I.A. ou la reine d'Angleterre, que je me trouve classée (d'une façon ou d'une autre) comme réactionnaire, etc... : tout ça ne m'étonne pas. Ceux qui connaissent ma thèse savent que de telles réactions et d'autres encore y étaient prévues, et même si, au niveau personnel, j'en ai un peu marre de servir de cible et de symbole de quelque opposition externe pour que certains militants se justifient et se définissent mieux, je peux quand même y voir encore des preuves de l'authenticité de mon travail. Mais d'autres y verraient peut-être un triste commentaire sur l'état du militantisme en Bretagne qui est qu'il y a des militants qui sont à ce point victimes de leur propre discours.

Maryon McDonald.

LE CALENDRIER 84 DES PRÉNOMS BRETONS EST PARU !



Tout en breton
Un superbe calendrier
poster (52 x 74 cm)
35 F, franco, à :
U.D.B., B.P. 304
29273 Brest Cédex

Former des hommes et des femmes responsables pour la société de demain : un projet que la droite refuse

Une enquête réalisée dans un grand établissement de Vannes montre que de la 6^e à la 3^e, 75% des élèves issus des classes sociales favorisées (professions libérales) arrivent à l'âge normal en 3^e. Et que

13% des élèves issus des classes sociales plus défavorisées (Z.U.P. de Kercado) seulement arrivent en 3^e sans redoubler. Il s'avère que ce sondage correspond à la tendance générale dans l'hexagone.

Une constatation s'impose: le système scolaire français est inadapté aux besoins de notre époque car l'échec atteint des proportions considérables, de plus, il est profondément inégalitaire du fait que les jeunes les plus touchés par l'échec sont issus des classes sociales les plus défavorisées. Il faut ajouter à cela que l'école ne tient pas compte des réalités locales, de ce fait la plupart des jeunes Bretons diplômés doivent quitter leur pays s'ils veulent travailler suivant leur qualification.

Devant ces constatations, la nécessité urgente de rénover le système éducatif apparaît évidente pour toute personne de bon sens. Pourtant, dans la réalité les points de vue ne semblent pas converger vers cet objectif.

Les partisans du «statu-quo». Je les classerais en trois catégories: ceux qui se battent en fonction de convictions profondes; ceux qui se servent de cette lutte pour permettre un retour de la droite au pouvoir; ceux qui craignent pour leur statut et leur situation d'avenir.

Une lutte basée sur des convictions profondes. - Il est vrai et nous n'avons pas le droit de le négliger que certains des tenants du dualisme scolaire basent leur lutte sur des convictions profondes d'ordre philosophique ou religieux. Ils se sont donné pour mission d'éduquer et de former les jeunes en fonction de leurs convictions personnelles. De plus, ils ont passé un contrat moral avec les parents d'élèves et entendent l'honorer. La question qu'on peut se poser est de savoir si tous les parents qui ont leurs enfants à l'école catholique partagent ces convictions. Je pense sincèrement

qu'on pourra trouver parmi ces gens des partenaires avec qui on pourra discuter dans la mesure où ils auront l'assurance que leurs convictions seront respectées et qu'un nouveau système éducatif peut leur permettre de les exprimer.

Quelle liberté ?

Une lutte politique. - Il est clair cependant que la défense de l'enseignement catholique actuel est largement récupérée par la droite. Il suffit pour en juger de constater que les responsables politiques de l'opposition s'empressent de le proclamer vivement et de marquer leur présence dans toutes les manifestations soutenues par ailleurs par une tranche du patronat qui sait ce qu'elle veut. Cette lutte politique se concrétise par un refus catégorique de négocier, attitude nullement constructive, marquant une opposition de principe à toute proposition gouvernementale sans même en analyser le contenu.

Que doit-on penser quand Edouard Leclerc profite de son passage à l'émission télévisée «Droit de réponse» pour mobiliser les foules pour le rassemblement du mercredi 21 septembre 83 à Quimper? Que défend exactement E. Leclerc lorsqu'il soutient l'enseignement privé? Que penser lorsque cette même personne se paie une page de publicité dans «Le Télégramme de Brest» pour soutenir l'action de son frère: le Frère Guy Leclerc lors de sa grève de la faim?

Que penser encore de la lutte pour la «liberté» engagée par Guy Leclerc alors

que celui-ci accepte mal la diversité syndicale dans son propre établissement? J'ajouterais hélas! que ce dernier point s'adresse à beaucoup de responsables de l'enseignement catholique.

Que penser de l'apolitisme du responsable de la direction diocésaine de l'enseignement catholique du Finistère lorsqu'il déclare: «... Oui ou non aller aux négociations... L'on dira n'y a-t-il pas des intentions politiques dont nous serons un jour les «otages» et le reproche nous serait adressé par une force de l'opposition. Nous leur enlèverions un des meilleurs arguments de débat et de campagne électorale...»? Cela ferait-il partie aussi du caractère propre de l'enseignement catholique? Quelle liberté défend-on exactement? Est-ce celle d'une école qui permette à chacun: élèves, enseignants, parents et personnels administratifs et de service d'exprimer librement ses idées? Ou ne serait-ce pas plutôt dans le cas présent la liberté d'avoir l'école que l'on veut pour imposer ses idées?

Comment le SNEC-CFTC peut-il prétendre être le seul à défendre les intérêts des enseignants lorsqu'il refuse tout plan de fonctionnarisation sous prétexte que c'est le premier pas vers l'intégration? Cela veut-il dire que les convictions des enseignants du privé se limitent à un problème de statut et que la précarité de leur situation est nécessaire pour le maintien du «caractère propre» dans l'école?

Comment le SNEC-CFTC peut-il prétendre défendre les intérêts des personnels administratifs et de service quand il ne prend pas en compte leur accès à la fonction publique, c'est-à-dire en les condamnant aux bas salaires et à l'insécurité d'emploi?

Ceux qui craignent pour leur avenir. - Les représentants du SNEC-CFTC ont-ils le droit de favoriser un climat de peur parmi les enseignants assimilés au MA du public pour leur rémunération(1), en leur disant qu'ils passeront au mouvement s'il y a intégration alors que rien ne permet de l'affirmer? Ne serait-il pas plus juste et plus logique de se battre pour que ces enseignants puissent accéder rapidement à une échelle de titulaires afin qu'ils puissent bénéficier ainsi d'une plus grande indépendance dans l'exercice de leurs fonctions? Seulement, il faut reconnaître que ce syndicat perdrait probablement beaucoup d'adhérents si ceux-ci obtenaient l'assurance que l'unification et la rénovation du système éducatif ne les pénaliseraient nullement mais qu'elles leur donneraient un statut plus sûr.

La responsabilité des tenants de cette lutte politique est lourde dans la détérioration du climat actuel. Certains propos relèvent presque d'une incitation à la révolte et à la haine, je ne citerai pour exemple que la citation de M. Moal (2): «Si un jour nous avons besoin des agriculteurs, nous les aurons avec nous». Je connais heureusement assez bien le monde agricole pour espérer qu'il ne se laissera pas entraîner dans un tel combat dont il n'aurait rien à attendre de positif.

Il serait temps que les parents d'élèves de l'enseignement privé soient correctement informés afin qu'ils comprennent



**11, rue Tourville
29200 BREST
Tél. 44.26.61**

**B.E.T. - Engineering - Tous corps d'état
Devis - Etudes
Bâtiment
Génie Civil
Travaux publics
V.R.D. et Coordination
Agrément pour travaux
avec les collectivités locales**

qu'on les entraîne dans une lutte qui ne sert pas leurs intérêts. Les grands perdants sont leurs enfants qui suivent une scolarité dans de mauvaises conditions, dans un système qui aboutit trop souvent au chômage.

Les laïcistes purs et durs. - Dans l'autre camp, si je peux m'exprimer ainsi, il ne faut pas négliger non plus les partisans de la disparition pure et simple de l'école catholique et de son intégration dans l'école publique laïque au sens strict du terme.

Entendons-nous bien sur le sens des mots. Si la laïcité est un refus de prendre en compte toute considération religieuse ou philosophique et que par le fait même elle interdit à quiconque d'exprimer ses convictions, elle n'est pas souhaitable car elle serait le signe de l'intolérance et d'un manque d'ouverture. On pourrait dire alors que la liberté sous toutes ses formes serait bafouée. L'école laïque doit être une école qui permette l'expression et l'épanouissement des différents courants de pensée dans le respect de chacun afin d'enrichir la formation des jeunes et de faciliter leur insertion dans une société formée de gens de tous les horizons sociaux, idéologiques, religieux, culturels...

Expression, épanouissement

Si des enseignants du public demandent l'intégration du secteur privé en espérant s'attribuer les postes qui résulteraient du passage au mouvement des maîtres non titulaires du privé nous devons leur répondre non; ce n'est pas cela la rénovation du système éducatif, car elle répond à l'intérêt de quelques enseignants au détriment d'autres enseignants, mais elle ne remet pas en cause les structures du système scolaire actuel qui engendrent l'échec. Le premier objectif de toute réforme doit rester la formation d'hommes et de femmes responsables pour la société de demain.

Les partisans de la rénovation. - Parmi les défenseurs de cette thèse on peut citer entr'autres: la FEP-CFDT, le SGEN-CFDT, la FEN, l'APEEC Diwan et beaucoup d'autres associations (3). L'originalité de cette tendance réside dans le fait qu'on y trouve aussi bien des personnels du public que des personnels du privé. L'analyse est faite à partir de plusieurs constats: d'abord, il n'existe qu'une seule jeunesse, tous les jeunes doivent donc avoir les mêmes droits à la même sollicitude des éducateurs de l'État mais aussi des Églises. (M. Thual, CFDT). Ensuite, ces structures du système actuel sont à revoir car elles engendrent l'échec. D'autre part, les jeunes n'ont pas les mêmes chances suivant qu'ils appartiennent à un milieu aisé ou à un milieu pauvre, l'école doit permettre de réduire cet écart en essayant, quand cela est possible, d'apporter aux plus défavorisés ce que leur environnement ne peut leur donner.

Enfin, le système actuel provoque un gaspillage et nuit à la qualité de l'enseignement. Comment peut-on concevoir que dans une petite localité rurale, la concurrence entre deux écoles contraindre à des regroupements de classes. Le directeur fait souvent classe à des enfants de plusieurs niveaux regroupés dans une même salle en rai-

son du faible effectif de chaque classe alors qu'une seule école coûterait moins cher, permettrait de travailler dans de meilleures conditions et avec plus de moyens; cela éviterait en plus la fermeture d'écoles, conséquence il est vrai, mais aussi facteur activant la mort d'un pays.

Rompre la courroie

Les raisons du refus de la droite. - J'en vois deux essentiellement. La première coule de source. A une époque où les leaders de l'opposition n'ont pas de programme sérieux à proposer, il faut trouver des munitions pour mener à bien le combat contre la gauche et l'enseignement s'avère particulièrement intéressant dans ce domaine.

D'une part, il permet d'associer des notions telles que patrie, famille, avenir, liberté... qui touchent à la sensibilité profonde des Français; en les opposant à des mots tels que: collectivisme, marxisme, autoritarisme, main-mise du pouvoir... elles obtiennent un franc succès dans la conscience des électeurs ainsi adroitement dupés. D'autre part, la gauche a été élue sur un programme qui englobait la réforme de l'enseignement. Faire échouer cette réforme, c'est porter une atteinte fatale à la crédibilité du gouvernement de gauche en favorisant un courant de déception et de découragement parmi ses électeurs et en freinant le dynamisme des courants progressistes des enseignants.

La deuxième raison est beaucoup plus profonde et nettement moins facile à cerner, mais elle n'en reste pas moins importante. En fait, si le capitalisme refuse toutes ces idées nouvelles en matière d'éducation, c'est parce qu'elles sont incompatibles avec sa logique, elles remettent en cause son fonctionnement. La liberté pour le capitalisme, c'est la liberté du pouvoir, la liberté du possédant, la liberté du plus fort, mais ce n'est qu'une liberté apparente pour le travailleur qui doit souvent se taire et subir pour «la bonne marche de l'entreprise». L'avantage du système actuel est qu'il fournit une main-d'œuvre abondante, qualifiée, peu revendicatrice et relativement docile; éléments renforcés ces dernières années par la progression du chômage. La France a aujourd'hui 2 millions de chômeurs pendant que d'autres luttent pour défendre leurs privilèges, voire les accroître.

Réformer l'école pour qu'elle favorise la réussite collective, c'est-à-dire pour qu'elle permette à chacun de tirer le maximum de l'enseignement par la solidarité, c'est envisager une société nouvelle qui a d'autres buts que la réussite individuelle et basement matérielle où l'homme est réduit à un instrument de consommation, c'est rompre la courroie de transmission qui permet à la machine capitaliste de fonctionner à plein.

Le débat scolaire ouvert aujourd'hui déborde largement le domaine de l'enseignement; en fait, c'est le choix de la société de demain qui est à l'ordre du jour et on comprend que la droite le combatte avec autant de vigueur. Nous devons peser de tout notre poids, pour que cette réforme scolaire aboutisse, c'est la première grande étape à franchir

pour l'avènement du socialisme qui libère l'homme.

Un projet d'école pour demain

L'école sera unique: Elle permettra à tous les jeunes sans distinction d'avoir les mêmes droits en matière d'éducation et de formation.

L'école sera publique: L'État devra lui donner les moyens de remplir sa fonction, de ce fait, elle ne dépendra plus de groupes politiques, religieux, patronaux... Elle permettra à chacun de prendre ses responsabilités dans son fonctionnement et l'élaboration d'un projet éducatif.

L'école sera laïque: C'est-à-dire qu'elle ne sera pas dominée par un groupe de pression quel qu'il soit mais qu'elle permettra à tous les courants d'idée de s'exprimer, devenant ainsi une école de tolérance.

L'école sera près des réalités locales: Elle intégrera dans ses programmes les cultures populaires ce qui permettra un enrichissement par la diversité. En ce qui concerne la Bretagne, l'école devra avoir les moyens de développer la culture bretonne, pour cela le breton et le gallo devront être considérés comme des matières à part entière, assurées par des enseignants compétents - C'est pour cette raison que l'UDB demande dans un premier temps la création du CAPES de breton et l'intégration des écoles Diwan - et non plus comme une petite option à qui on ne donne pas les moyens d'exister.

Le choix des options proposées à l'école ne devra plus être calqué sur le modèle hexagonal, mais il devra tenir compte des réalités locales, à savoir pour la Bretagne: ouverture de l'école sur l'agriculture, l'agro-alimentaire, la pêche et la petite industrie.

L'UDB a apporté son soutien à François Mitterrand sur la base d'un programme qui incluait la réforme du système éducatif. L'UDB fait des propositions qu'elle entend faire prendre en compte dans ce domaine, elle appuyera le gouvernement lors de la mise en place des nouvelles structures si elle estime que celles-ci permettent une plus grande autonomie dans le domaine de l'éducation, mais elle serait très déçue de la voir céder devant la pression de l'opposition réactionnaire car ce serait porter un coup sévère à l'avènement du socialisme.

Goulven Le Guennec.

(1) Les maîtres-auxiliaires du privé ne sont pas assimilables à ceux du public du fait qu'ils n'ont pas les mêmes possibilités de titularisation. Après une inspection favorable, ils deviennent titulaires de leur poste dans l'enseignement privé, mais ils restent assimilés aux maîtres-auxiliaires pour la rémunération. Seuls les enseignants en délégation rectorale dans le privé sont assimilables aux maîtres-auxiliaires du public.

(2) M. Moal est un des membres du bureau départemental du syndicat des chefs d'établissements du Finistère.

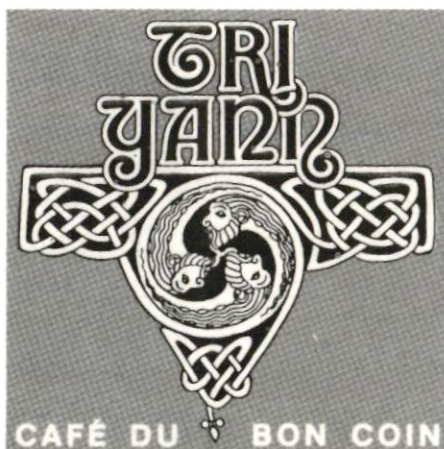
(3) FEP-CFDT: Fédération de l'Enseignement Privé CFDT; SGEN-CFDT: Syndicat Général de l'Éducation Nationale; FEN: Fédération de l'Éducation Nationale; APEEC: Association de Parents pour l'Éducation de l'Enseignement Catholique.

La septième tournée des Tri Yann

SEPT trente centimètres en 11 ans: le groupe Tri Yann tient la route. Chaque sortie de disque, particulièrement depuis «Suite galloise» (1974) est un petit événement dans la création culturelle bretonne. Événement qu'on ne peut surtout pas juger d'après la retransmission par R.B.O. du détour parisien des Tri Yann, la «première» à l'olympia. Mauvaise prise de son, animateur bavard et ignorant qui nous a abreuvés de parisi-âneries. Le disque «Au café du bon coin» et les concerts des Tri Yann en Bretagne, toujours très soignés et très proches, en qualité, de l'enregistrement, donnent une bonne idée de l'évolution d'un groupe dont la progression instrumentale et vocale a été constante depuis les débuts. Autant que le disque d'il y a deux ans, «Le soleil est vert», celui-ci est un régal pour les oreilles et, parfois, pour l'esprit.

Diversité et inspiration

A côté d'airs traditionnels dotés de paroles actualisées («Les programmeurs») ou non («La ville de La Rochelle»), de belles créations («La ville que j'ai tant aimée») permettent d'admirer l'aisance vocale de Jean-Paul Corbineau...



* Marzelle, LP 814.276.1.

et l'inspiration de Jean-Louis Josic, qui exhume par ailleurs une très vivante chanson à boire de 1615... Bref, au cours des trois quarts d'heure d'écoute, l'harmonie des arrangements, l'alternance des rythmes et des styles, les intermèdes de musique irlandaise suspendent le temps.

L'effort de promotion de la langue bretonne se traduit par la pré-

sence de quatre fortes compositions dont deux avec un parolier connu, Gilles Servat, qui donne un accent plus âpre, plus grave, aux chansons.

L'innovation la plus marquante est sans doute «An tourter» (le bull-dozer), vision apocalyptique de la technologie dévastatrice. Les voix, les instruments, le bruitage — il m'a semblé entendre un vrai bull-dozer à l'œuvre — font ressentir le danger. Humour et créativité, sérieux et harmonie sont présents jusque sur la pochette rouge du disque.

Le gallo est resté un peu à l'écart de ce nouveau disque: on peut penser qu'il exige un long travail de réflexion qui aboutira, espérons-le, sur le 8^e disque des Tri Yann... dans deux ans!

La suite symphonique de 1981, «An heol a zo glaz», qui retraçait le combat victorieux de Plogoff, n'a pas son équivalent en 1983: question de temps et d'époque... Il n'y a pas, pour l'instant, de combat épique et de grande victoire à chanter. Néanmoins, dans une vie quotidienne plus grise, le disque des Tri Yann, «Au café du bon coin», nous fait déguster une bonne tasse... d'irish coffee. C'est tonique.

Jean-Jacques Monnier.

pb.service

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

• Festoù-noz:

— Le 5, fest-noz à Bubry, salle Saint-Pierre, avec Luhernd en Noz, Kanerien er Bleu, Le Buhe et Le Bras, Sonerien Melrand, etc. (org.: branche bretonne de la Ligue Celtique).

— Le 12, fest-noz de la Kerlenn Pondi en la salle des fêtes de Pontivy, avec le Bagad de la Kerlenn Pondi, le Bagad Bleimor, Luhernd Noz, Querré-Le Gall, Udo-Le Coronec.

• C.A.C. de Saint-Brieuc

— Le mois au Centre d'Action Culturel de Saint-Brieuc: le 4, théâtre, «la terre au ventre» par la Théâtrale (salle Louis Guilloux); les 5 et 6, cinéma et musique avec «Coup de Cœur» de Coppola (s. L. Guilloux); le 28 récital de Catherine Lara (s. L. Guilloux); le 9, le Clown Augusto au Forum; du 11 au 15, cinéma, inauguration du système Dolby; du 13 au 19, théâtre, «De la paille pour mémoire», par le Théâtre de Folle Pensée; du 16 au 22, cinéma pour enfants (et adultes...) avec «Jonathan Livingston le goéland» de Hall Bartlett (à «La Bobine»); le 20, récital de Francisco Montaner (au théâtre); le 25, «le roi Lear» de Shakespeare par le théâtre quotidien de Lorient. A signaler l'opération «Etre petit enfant», qui se tiendra durant tout le mois: série de débats (les 7, 9, 12, 14, 16, 23, 25, 29) et cinéma: «L'enfant sauvage» de Truffaut (du 23 au 25 à «La Bobine») et «Eugenio» de Comencini (du 26 au 28, même endroit).

• Langues, cultures, média:

La fédération culturelle bretonne Bretaenhe Galaese (ex. Amis du Parler Gallo) organise en collaboration avec Défense et Promotion des Langues d'Oïl, une rencontre sur le thème des langues et des cultures régionales à la radio et à la T.V. Celle-ci se déroulera au Centre cantonal de Saint-Etienne en Coglès, les 11 et 12 novembre (rens.: 2, rue Armand Dagnet, 35460 Saint-Etienne en Coglès tél. 99/98.67.64). Une rencontre qui sera prolongée le 12 en soirée et le 13 par la traditionnelle ramaouerie de pommé de l'Association Cantonale du Coglès qui réunit contaus, sonnaus et dansous.

• Cabaret à Nantes:

Le 9, spectacle d'inauguration du nouveau cabaret, avec Lucien Courong, conteur de l'île de Groix; les 15 et 19, le Théâtre du Rimel joue «Vinci avait raison» de Roland Topor; le 24, chansons avec Yves-Marie Charles (F.J.T. Porte-Neuve, 1, rue Porte-Neuve, 44000 Nantes, tél.: 40/20.00.80).

• La braderie à Diwan:

Le comité de parents des écoles Diwan de Rennes (maternelle et primaire) organisent une grande braderie de bric-à-brac courant décembre à la Maison du champ de mars à Rennes. A cette occasion, ils font appel à toutes personnes voulant se débarrasser de tout ce qui peut encombrer un grenier ou le fond des armoires (vaisselle dépareillée, livres, ustensiles de cuisine, jouets, etc...). Les colis peuvent être dès à présent portés au 7, rue Salomon de Brosse (derrière le Parlement). On peut également appeler le 30.06.65 le 30.90.15 ou le 30.05.95. Le bénéfice de ces ventes servira à soutenir les deux écoles Diwan de Rennes (rémunération des deux instituteurs, matériel pédagogique, etc...). Afin d'aider d'une façon régulière ces écoles, on peut adopter la formule du «virement automatique» mensuel. Pour tout rend. téléphoner au 99/30.06.65.

• F.R.3. Bretagne - P.D.L.

A noter pour la semaine du 7 au 12: le 9, Les Indiens d'Amérique du Nord à 17 h 30; le 11 à 17 h 45, Offrandes de mer, «Ex-votos marins de Bretagne» à 18 h 00, Hekleo Deizhou, «Moguerie» - à 19 h 20, le Soleil se lève sur Carnac; le 12, à 13 h, Breiz o Veva, Jazz e Breizh - à 17 h 55, Ciné Magic, An Taol Lagad, le journal hebdomadaire en langue bretonne, les 9 et 11 à 18 h 47. Et, pour les inconditionnels de Jean-Ederm Hallier et Patrick Poivre d'Arvor, ils se produiront respectivement le 7 et le 10 à 18 h 47 itou.

• Peuple en luttas:

Emgann organise une fête internationale des peuples en lutte au parc de Kergozh à Guingamp les 12 et 13. Au programme: le 12, Kurun (rock), Luzmila Carpio (Bolivie), Tecwyn Ifan (Cymru), Niko Etxart (Euskadi), I Muvrini (Corse), puis fest-noz avec entre autres Transmène Express; le 13, Padrig Ewen, Bleizi Ruz, Glenmor, Beleno (Asturies), Vefa Gwenegant/Kristian Desbordes, Gwerz, Strollad ar Vro Bagan (représentation de Kernevez City), Roger Siffer (Alsace) et Pierre Akendengue.

• Neige:

— Le Club Loisirs Animation Jeunesse organise des séjours à la neige du 14 au 22 janvier pour les 18-30 ans à Metabief dans le Jura. Fourchette: 1 400 F à 1 800 F — Autre séjour, même lieu, mêmes tarifs, mais du 3 au 11 février et pour les 13-17 ans. Rens. au 98/03.03.29 à Brest (heures de bureau).

— Les auberges de jeunesse des Côtes-du-Nord et du Finistère organisent des séjours de ski en A.J. Pour tout rend. et inscrip.: Mme Desmeules, Coat Meur Ploubezre, 22300 Lannion, tél. 96/37.68.59 au A.J., rue de Kerbriant, Port de Plaisance du Moulin Blanc, 29200 Brest, tél. 98/41.90.41.

Dans le «Peuple Breton» d'août dernier, nous faisions état du départ ce même mois d'une «Brigade» bretonne au Nicaragua. Une opération qui était menée conjointement par le Comité de solidarité Amérique Centrale Paris, le ministère de l'Éducation du Nicaragua, et la direction des Relations Internationales nicaraguayenne, afin de consolider une solidarité financière avec un pays qui célébrait — avec difficultés, vu l'environnement géo-politique qui lui est franchement hostile — le quatrième anniversaire de sa révolution (le régime de la dynastie dictatoriale des Somoza tombait le 19 juillet 1979).

Les jeunes partis au Nicaragua allaient y passer un mois, occuper des postes en relation avec la santé. Certains y restent un an, peut-être plus. Madeleine Lagadec, infirmière, qui travaille sur Managua et dans une île du lac du Nicaragua (au Centre de Santé de Moyogalpa) a opté pour le séjour prolongé. C'est de ce pays d'Amérique centrale qu'elle nous a fait récemment parvenir une lettre dont nous publions de larges extraits.

«Du point de vue militaire, la «contra» (c'est-à-dire la contre-révolution) a fait pas mal de ravages en août sur les différents fronts. Au nord: Rio Coco, Jinotega, Nueva Segovia, Madriz. Matagalpa; au Sud, à savoir toute la région du Rio San Juan qui est de plus en plus dangereuse depuis avril-mai, quand Eden Pastora, le «Commandant Zéro», ex-membre de la junte sandiniste passé à l'opposition, a débuté une offensive. On peut ajouter la région de Zelaya (secteur de Bluefield, sur la côte atlantique).

Tout ceci n'était déjà pas très réjouissant, mais, à la mi-septembre, la situation s'est encore aggravée ici. On peut dire que la contra passe à un stade supérieur dans son offensive: par l'attaque aérienne. A part celle manquée de Corinto (port au nord-ouest de la façade pacifique) d'il y a quelques mois, il n'y avait pas eu de suites. Et puis là, en trois jours, six raids aériens.

«La voix de Sandino»

Ça a commencé le 8 septembre. A 9 h 30 du matin, deux avions arrivent sur Managua par la côte pacifique; l'un attaque l'aéroport Sandino et est abattu par les forces armées sandinistes. Les deux contras sont tués sur le coup. L'employé des douanes est brûlé et meurt deux jours plus tard. L'avion, en s'abattant, a endommagé la tour de contrôle. L'autre avion, lui, vise la maison du Père Miguel d'Escoto (ministre nicaraguayen des Affaires Étrangères et lance des roquettes qui tombent sur un collège (les cours allaient y commencer une demi-heure plus tard). Heureusement, pas de victimes; l'avion s'enfuit.

Le soir même, dans l'émission de radio «La voix de Sandino» (organe de propagande de l'Alliance révolutionnaire démocratique nicaraguayenne), Pastora annonçait que l'avion était parti des «zones contrôlées par la contra près de Managua». Un vrai délire...

LETTRE DU NICARAGUA

MALGRE LA VICTOIRE...



Soir d'entraînement des Milices Populaires Sandinistes.

Le Peuple Breton

Le lendemain matin, à 5 heures, deux avions partis du Honduras survolent Corinto, lancent deux roquettes sur le port. Puis, sous les tirs de la batterie anti-aérienne sandiniste, ils prennent la fuite. Leur objectif était les réservoirs d'essence du pays; cible manquée, bien qu'ils aient quand même réussi à percer deux réservoirs contenant des produits chimiques et combustibles. Ce qui a provoqué l'évacuation de 400 habitants des quartiers, l'intoxication de nombreuses personnes, et la perte de combustible. Les avions ont également tenté de faire sauter un pont qui n'a été que très peu endommagé.

Le jour même, à 15 h 00, un avion venant du Costa Rica s'introduit en territoire nicaraguayen et appuie les combats qui se déroulent près de Castillo, à côté du Rio San Juan. L'avion est abattu. A 19 h 00, trois avions venant encore du Costa Rica essaient d'attaquer la région de Cibalsa (province de Rivas), mais sans succès. La veille, il y a eu également une violation de l'espace maritime du Nicaragua par un bateau de pêche hondurien. La marine de guerre et l'aviation nicaraguayenne et hondurienne sont entrées en action (bilan: un mort nicaraguayen). Le samedi 9, enfin, «Barricada» (quotidien du Front Sandiniste de Libération Nationale) annonce que dix-huit paysans ont été égorgés par la contra au Nord, dans la région du Rio Blanco; leurs ranches ont été brûlés.

Pas de panique

Les événements actuels sont donc graves au Nicaragua. Ici, on se demande si une intervention directe ne se prépare pas. Ce qui inquiète, c'est aussi qu'il semble y avoir eu concertation entre l'ARDE de Pastora et le FDN (Front Démocratique Nicaraguayen), les attaques coïncidant. Malgré cela, pas de panique, la population est calme. Dans les barrios, on pense restructurer les

Comités de défense civile pour mieux organiser la défense. Certains ont creusé des tranchées. Les gens semblent prêts, surtout l'armée et les milices. Il y a actuellement trente bataillons de réserve (700 hommes) aux frontières. J'ai été à Somotillo (5 km du Honduras) cette semaine. Au-delà du village, c'est zone militaire avec interdiction d'y pénétrer. Certains territoires ne sont pratiquement plus contrôlés par l'armée sandiniste, mais peu, au nord seulement.

Les conséquences de la contre-révolution sur l'économie et la situation politique du pays sont très graves. En France, on ne peut pas s'imaginer à quel point cela freine le développement du processus révolutionnaire — et le développement économique, social et sanitaire. Le budget de la Santé a été considérablement réduit. Il faut 60 millions de cordobas par mois (1) pour entretenir rien que les bataillons de réserve... Et lorsqu'on vit ici, on réalise que ces efforts de défense sont vraiment nécessaires, quoi qu'on dise en Europe sur l'armement du Nicaragua.

Des milliers d'étudiants ne peuvent poursuivre leurs études, car ils sont dans la montagne à combattre la contra et à se faire descendre. En fait, c'est vraiment révoltant de voir que ces jeunes, qui tout gamins ont vécu l'insurrection, la guerre, les massacres, ne peuvent même pas déposer les armes, étudier, vivre tout simplement, et ce malgré la victoire de juillet 79. Sans compter que la situation économique n'étant pas brillante, il existe un risque d'usure bien qu'on sente partout la révolution très présente.

Enfin, ce qui me frappe également, c'est que l'on ressent vraiment nettement le blocus U.S. dans la vie quotidienne: plus de filtres de cigarettes, manque de matériel dans les hôpitaux, etc...». □

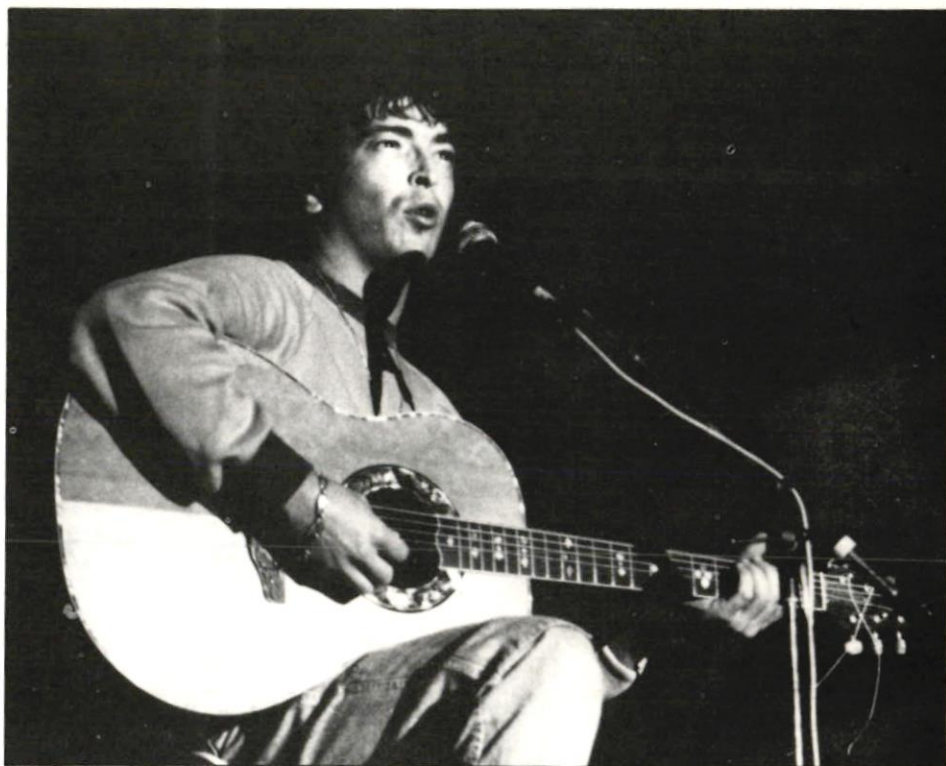
(1) Ce qui correspond approximativement à 48 millions de F. (note et intertitres de la rédaction).

Une délégation du parti autonomiste l'Union du Peuple Corse, cinq chanteurs et chanteuse du groupe I Muvrini, les deux comédiennes de la troupe de théâtre A Tribbiera... Les Corses n'avaient aucun problème de représentation cette année à la fête du Peuple Breton. Nous les avons rencontrés, les uns et les autres...

LA CORSE EN BRETAGNE

I MUVRINI

CORRESPONDRE A UNE REALITE COLLECTIVE



Jean-François Bernardini

Pas bougeants sur scène ils sont, I Muvrini. Ces Mouflons-là choisissent délibérément de calmer le jeu dès qu'ils sont devant un public. De le calmer par les gestes, puisqu'ils sont plutôt sobres de ce côté-là, mais pas par la parole. En témoignent les introductions plutôt acides que Ghjuvan-Francescu Bernardini balance avant chaque chanson, avant qu'Alanu, son frère, Ange Delfini, Alex Filippi et Roseline Bartoli mettent à leur tour leur grain de sel (deux musiciens doivent prochainement s'ajouter au groupe).

Alors, cette « fausse culture agonisante faite de roucoulaades pour touristes s'abreuvant de tinorossades » (pour vous citer), elle est toujours présente en Corse ? « Disons qu'elle existe effectivement, mais que ces « tinorossades » ne représentent rien au niveau de la vie artistique corse - Tino Rossi était un grand chanteur... français » répond Jean-François Bernardini. « Par contre, je dis qu'il y a quelque chose en marche dans le mouvement culturel corse. Il y a très peu de jeunes Corses, aujourd'hui, qui ne veulent pas apprendre et parler leur langue, qu'elle soit enseignée. Si, avant 1970, il existait en Corse la honte d'être soi-même (ce qui est le summum de l'acculturation), un

sursaut culturel très fort s'est produit dans les années 70 : un sursaut qui va de pair avec l'émancipation du peuple corse. Tout cela se vérifie au niveau musical. Durant les deux mois d'été de cette année, nous avons fait 35 000 entrées... ».

Entrées payantes, s'entend, de gens qui sont donc venus écouter la musique et les chansons dans la langue de la contrée. J.F. Bernardini dira à ce propos son étonnement que les chanteurs bretons chantent souvent en français : « Nous, si on faisait ça en Corse, on se ferait siffler : chez nous, chanter en français c'est servir la culture dominante ».

Leur répertoire ? Il est traditionnel sans oublier une partie création car : « Sans création, pas de vie, on ne serait plus que des musées ambulants ». Leurs thèmes, ce sont ceux de la vie : l'exil, la liberté, l'amour, la mort. Le groupe refuse l'étiquette de chanteurs engagés : « C'est nous marginaliser. I Muvrini correspond à une réalité collective. Nous n'avons pas la volonté de servir une idéologie. Nous ne sommes engagés que dans la lutte d'émancipation du peuple corse ».

I Muvrini (le groupe a été fondé en 1976) se définissent comme militants culturels : « En tant que tels, nous

sommes une plate-forme idéale d'ouverture au dialogue. Les « culturels » ont une force qui devient d'ailleurs une force politique ». Laquelle, en l'occurrence, ne se prive pas de commenter l'actualité — pas mal agitée ces temps-ci — durant les concerts.

Et à ce propos, l'« affaire » Guy Orsini, vous en pensez quoi ? « Nous avons beaucoup de rigueur dans nos commentaires sur les événements actuels en général, sur celui-là en particulier. Car une véritable intoxication a été créée autour de l'enlèvement de Guy Orsini. On s'en tient aux faits, et les faits sont suffisamment graves comme ça pour qu'on n'ait pas besoin d'aller au-delà. Le point grave pour la paix publique, c'est que les autorités se taisent, alors qu'elles devraient informer les Corses du sort de l'un des leurs, qui a été torturé et assassiné. La plus grande violence n'est-elle pas celle d'une autorité qui laisse faire ? ».

Leur présence à la fête du P.B. : « Ce n'est pas la première fois que nous venons en Bretagne, mais à votre fête, si. Ce qui est à remarquer, c'est que dans cette manifestation, où nous sommes venus dire une solidarité, un compromis est fait entre l'identité d'un peuple et son expression et le monde du show biz. » □

A TRIBBIERA

LA FACE NOBLE DU MENSONGE

« Le Président était venu visiter la Corse. Violetta ne reconnaissait plus son propre village. La misère avait disparu sous une couche de drapeaux et de guirlandes et, d'autre part, on avait démoli quantité de maisons misérables. De force on lui avait fait mettre ses habits de fête et on l'avait obligée à assister au défilé. Par un pur hasard, elle en vient à parler au Président. Elle n'avait pas songé à dire quoi que ce soit de mal, mais elle avait dit que quelque chose du genre : « *Cher Président, le pays vous baise les pieds. Nos enfants quittent l'île. Les maisons sont démolies, en fait, c'est le pays entier qui est en train de mourir. Nous vous en remercions* ». Et alors, ils l'ont frappée sur la tête ».

Cet extrait de l'un des derniers spectacles de A Tribbiera (« le battage du blé », en Corse), « A Violetta », illustre assez bien dans quel cadre, avec quel esprit travaillent Dominique Petris (qui a créé la troupe en 1977) et Michèle Casalta. Dans une Corse à deux visages (« d'un côté un pays ayant sa propre langue et une culture populaire qui se rattache à une économie agraire et pastorale, et, de l'autre, un pays qui vend sa moindre parcelle à prix d'or »), les deux comédiennes ont choisi de travailler avec et pour les habitants de l'île.

« Avec », comme en témoigne « A Fantucula » dernière production en date, construite avec une trentaine d'habitants du village de St M. Poghjiu qui ont découverts ce plaisir d'un dialogue nouveau qui les concerne eux, tant au point de vue de leur passé, de leur vie quotidienne que de leur avenir. « *Un travail qui est fait non pas tellement en fonction de ce que les gens aiment, mais plutôt de ce qu'ils pourraient aimer* », précise Dominique Petris.

« Pour », car après avoir connu, comme beaucoup de leurs compatriotes, l'exil des parents, une naissance en France, elles ont choisi de venir au pays et de le raconter, ce pays, aux gens de l'île et dans leur langue. Mais de le faire à leur manière, comme elles le sentent. Ainsi ont-elles souvent recours à

Michèle Casalta et Dominique Petris.



Louis Bloncel

l'affabulation. Pour les comédiennes : « *C'est la face noble du mensonge. Elle peut transformer une histoire terriblement terre à terre, sordide ou d'un réalisme ennuyeux en un « conte de fées », étant convenu qu'un conte peut et se doit de contenir des données précises politiques, sociales pour avoir sa véritable place dans l'histoire d'un pays, d'une culture* ». La créatrice de la troupe dit également réaliser beaucoup d'interviews en Corse, de gens de toutes générations : « *C'est un collectage que je fais par rapport à leurs obsessions, à la façon dont ils analysent leur situation. Nos pièces — construites autour d'un ou plusieurs faits divers — sont écrites à partir de ces rencontres* ».

C'est évident ou pas, pour des femmes, de faire du théâtre en Corse ? « *Au départ, il y avait un drôle de froid qui passait quand on se baladait sur scène* », répond D. Petris. « *Soit*

on avait des hommes qui tombaient amoureux ou des machos bien cons, soit c'était la haine des femmes qui se disaient : pourquoi elles parlent, elles, et pas moi ? Maintenant, les gens nous aiment bien, et certains défendent ce qu'on fait. Mais si, depuis les dix dernières années, les femmes ont pas mal bougé, leur « émancipation » est assez douce. Prenez l'Assemblée de Corse, il y a une femme élue : c'est un peu une histoire de mecs ».

Si A Tribbiera avait à se définir ? « *Je crois qu'on est le lien entre un passé, une mémoire défaillante qui n'existera plus dans dix ans, et l'effort d'imaginer et de projeter une vie possible en Corse. Ce qui ne peut se faire qu'en langue corse. Là-bas, les gens qui travaillent en langue française, d'abord ils sont mal vus, ensuite ils n'apportent pas grand-chose au point de vue du théâtre* ».

P.G.

U.P.C. : L'ETAPE ACTUELLE

Peuple Breton: Alors, l'Assemblée de Corse, comment ça va ?

Pierre Andreucci: Pour nous à l'UPC, l'Assemblée et le Statut particulier représentent une victoire, une importante victoire. D'abord parce que, si le gouvernement de gauche a mis en place ces institutions, c'est qu'il était bien obligé de le faire : le peuple corse attendait un déblocage institutionnel et l'UPC y est pour beaucoup. Depuis un quart de siècle, avec des noms divers (ARC), nous nous battons pour un changement réel

en Corse et le statut est un premier pas vers ce changement attendu par un nombre sans cesse croissant de nos compatriotes. Cette première victoire s'est trouvée confortée par le déroulement à peu près normal des élections d'août 82 (une première en Corse !) et la campagne que nous avons pu mener à bien : en trois mois on peut dire que nous avons visité tout le monde dans l'île, chaque électeur, chaque électrice.

P. B.: Et ce travail en profondeur auprès du peuple corse à payé ?

P. A.: 10% des voix après 25 ans de lutte légale, est-ce une victoire ? Je parlerai plutôt à titre personnel d'échec car nous sommes encore très minoritaires à l'Assemblée avec sept élus sur 61. Ceci dit sans pessimisme : le travail commence à peine et l'œuvre sera longue, une génération sans doute. L'important est que nous soyons les seuls à avoir présenté un programme global sur des propositions pour l'avenir et que les autres partis doivent en tenir compte car ils n'ont rien à offrir, eux. Aussi à l'Assemblée le groupe UPC joue-t-il un rôle important : il a fait passer des résolutions même contre l'avis de ceux qui les ont votées parce qu'ils ne pouvaient pas voter au grand jour contre des projets sains. Ainsi du vœu sur l'arrêt de la construction de la centrale thermique EDF du Vazio à Ajaccio ou du vœu sur le bilinguisme obligatoire à l'école.

Refus de toute violence

P. B.: Il ne suffit pas de faire voter, il faut passer à la pratique...

P. A.: Effectivement. Même si c'est aberrant tant au point de vue technique qu'économique, l'EDF veut et aura sa centrale au Vazio. Quant aux dernières déclarations de M. Mauroy, elles ne me rendent guère optimiste sur le bilinguisme. Mais l'important n'est pas là: le peuple corse écoute, lit, s'informe, discute sur la matière des débats de l'Assemblée. Il est attentif à toutes ces questions, surtout les jeunes qui sont

LE NIET DE MAUROY

Dans le dernier numéro du « Peuple Breton », nous vous promettons un petit suspense: le huit juillet, l'assemblée corse, à l'unanimité moins les abstentions communistes, se prononcera pour l'enseignement obligatoire du corse. Une petite bombe politique, plus importante sans doute, que les éclats de tolamite de l'été corse.

Mauroy, qui s'était donné deux mois de réflexion (!) vient de répondre: c'est « Niet »...

Dans l'intérêt des enfants corses, bien entendu; un intérêt qu'on comprend mieux, bien sûr, dans les ministères parisiens que dans l'Assemblée Corse, même unanime...

J.G.

notre espoir. En un mot, il s'émancipe intellectuellement: il voit bien les politiciens clanistes forcés à voter des projets sains et il sait bien qui les a proposés. L'information est une arme essentielle pour construire un pays libre et démocratique.

P. B.: Le travail quotidien à l'Assemblée doit être difficile?

P. A.: Surtout pour l'UPC qui ne dispose pas de permanents salariés et est présente dans toutes les commissions. Les récents et graves ennuis de santé

d'Edouard Simeoni le montrent assez. Il faut tout faire pour assurer la survie de l'Assemblée alors que le clan de droite était et reste contre, et que la gauche claniste du MRG (Giacobi) était également contre. Tous les jours il faut parer aux coups bas dirigés contre le statut, éviter le blocage ou l'enlèvement de l'Assemblée ce qui est le souci permanent du groupe UPC.

P. B.: Et ce dans un climat de violence accrue depuis quelque temps...

P. A.: L'UPC prendra position sur l'affaire Orsoni (est-il mort? pour le moment ce nationaliste a disparu, c'est tout ce qu'on peut dire avec certitude), sur l'affaire Massimi, quand elle aura assez d'éléments pour le faire. C'est pourquoi nous exigeons du gouvernement la vérité, qu'il dise ce qu'il sait, que le secret de l'instruction soit levé. Nous le lui demandons instamment. Dans l'affaire Orsoni, le peuple veut savoir et on a beaucoup trop parlé sans preuve de meurtre, ou essayé de ternir la mémoire du disparu en le diffamant, en évoquant de possibles liens entre sa famille et le « milieu ». C'est grave. Le respect de l'homme, le droit à la vie sont en question.

P. B.: Votre commentaire sur les dissolutions successives du FLNC et de la CCN?

P. A.: A mon avis, loin d'être des erreurs, ce sont des manœuvres intelligentes dans la logique d'un État centraliste toujours en place, même après le 10 mai. L'État veut repousser tous les nationalistes externes, séparatistes, les conduire à prendre une ligne sans cesse plus dure: ainsi les corses « raisonnables » devront choisir l'un ou l'autre camp, la France ou l'indépendance. Les nationalistes seront encerclés et pourront être réduits par la police, la justice. L'État colonialiste ne comprend pas, ne connaît toujours pas le peuple corse qui refuse de telles méthodes et se révoltera contre de tels agissements. La machine administrative parisienne et ses rouages ignorent la psychologie corse: c'est dangereux. Pour notre part, nous refusons toute violence, même au niveau des mots.

Propos recueillis par
Jean-Christophe Cassard.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



VENTE AUX PARTICULIERS

Toutes fournitures pour installations
SANITAIRES - PLOMBERIE
CHAUFFAGE CENTRAL
EXPOSITION DE SALLE DE BAINS
de toutes les couleurs à choisir
dans la collection

SERIES

SANITAIRES - PLOMBERIE
CHAUFFAGE CENTRAL

J. Guillou
SANITAIRE-CHAUFFAGE
7, rue Kléber BREST - Tél. 02.10.54

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs
Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

HENAULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

LES CAVES DE MON PÈRE



Distribution de vin en vrac
ZAC de Brest-Kergaradec
Tél. : (98)02.34.17

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression
18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN
Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

DEUX JOURS

A ...

LA FÊTE DU «P.B.»



Comme on dit dans tout compte rendu normalement constitué: la fête du Peuple Breton a tenu ses promesses. Enfin presque. Un peu moins de monde que l'an passé, les deux dizaines de milliers de spectateurs étaient largement atteintes, les trois dizaines n'étaient pas frôlées. Point de satisfaction donc, mais une remarque pour expliquer cette relative baisse de visites les 15 et 16 octobre au Parc de Penfeld à Brest. Le samedi après-midi, on pouvait noter la présence de beaucoup moins d'enfants à courir dans tous les sens, spectacle auquel on s'était peu à peu habitué au fil des ans. Explication: la tempête de toute beauté qui a sévi ce week-end-là au Bout-de-la-Terre a fait réfléchir à deux fois nombre de parents avant de risquer une sortie de leur progéniture sous les éléments. Témoin le dimanche après-midi, où le temps était superbe, et où les bambins ont davantage joué leur partie que la veille.

Pas digéré

Par contre, une grande première: c'était la première année que la fête organisée par l'Union Démocratique Bretonne avait lieu sous l'égide d'une municipalité de droite. Un militant raconte ce que ça a donné: «D'habitude, on n'avait pas de problèmes pour obtenir le matériel des stands, paravents, tréteaux, tables, etc... Cette année, ça a été le veto de la mairie. Il a alors fallu affréter un camion et se taper des voyages à Morlaix pour aller chercher ce qui nous manquait. Le résultat, c'est que beaucoup de militants ont été mobilisés pour ces trajets, alors qu'ils

avaient d'autres tâches qu'ils ont dû mener à bien tout de même. Rien d'étonnant à ce que pas mal d'entre nous soyons arrivés à la fête complètement crevés; rien d'étonnant à ce que nous n'ayons pas toujours eu le sourire pour accueillir les gens!».

Mais ce qui n'a pas du tout été digéré, raconte mon interlocuteur, c'est que le suspense a été tenu jusqu'au bout: «Jusqu'au dernier moment, on ignorait si on aurait ou non le matériel. Ça a été non, et tout n'était pas prêt quand la fête a commencé.» Explication de ce refus de prêt: le matériel devait servir aux élections à la Sécu du mercredi suivant, il n'était pas possible, en temps, de le transbahuter deux fois. Des employés municipaux, assureront pourtant le contraire: il était tout à fait possible d'assurer matériellement les deux manifestations. C'est un peu étrange: passe encore qu'une municipalité soit franchement hostile à la tenue d'une fête sur «son» territoire, mais que cette hostilité s'en tienne aux pensées et aux mots, et non aux actes, ou plutôt à l'absence d'actes.

Surtout quand cette fête est reconnue pour son caractère d'ouverture. Chaque année, les remarques reviennent: les visiteurs apprécient de n'être pas constamment sollicités pour une adhésion au parti organisateur. Un bon point qui les fait revenir l'année suivante, qui les fait, de nouveau, se sentir à l'aise dans ce lieu, le temps d'un week-end.

Vous êtes branchés ?

Ouverture veut aussi dire variété (sans «s»!). En témoigne la bonne soixante-dizaine de stands divers (vu la météo

éparpillés dans les halls. Ça allait de celui des Fléchettes à celui de Radio-Bretagne-Ouest, de la C.G.T.-Thomson-C.S.F. à Skol an Emsav, du «Contre-Pied» au collectif anti-militariste, de la Fédération des Auberges de Jeunesse à Diwan.

Au stand du «Morveux», Nono, le feu-tre à la main est en train de croquer deux-trois crobards. Alors, «Fri Lous», ça gaze ? Le dessinateur acquiesce et en profite pour annoncer que le bi-mestriel de bandes dessinées doit prochainement passer en diffusion hexagonale. La présence du journal à la fête ? «Oh, je pense qu'on appartient à la réalité bretonne au même titre qu'Ar Falz, que Diwan, que tout autre organisme ou association d'ici...».

A la Coopérative Tiers-Monde, on vend du thé de Tanzanie, du café du Nicaragua, des produits alimentaires et d'habillement du Pérou, de la Bolivie. «On travaille avec les coopératives ouvrières de là-bas, afin de procéder à des échanges plus égaux», explique l'un des animateurs. «Par la diffusion de produits de ces pays, on peut faire de l'information sur le Tiers-Monde, en gros on peut faire décoincer les gens là-dessus; pour peu qu'ils se mettent à boire chaque jour du café du Nicaragua ou d'ailleurs, ça les fait réfléchir à ce qui s'y passe». Leur clientèle: elle est faite de gens «branchés» (militants d'une association, d'un syndicat, d'un parti politique). C'est leur seconde année de présence ici. Un reproche: l'an passé ils étaient placés dans le Village des Artisans: «C'était plus logique. Cette année, on est avec tout le monde. D'un autre côté, ça peut avoir des avantages, le public n'est pas tout à fait le même».

« Des cafards qu'il faut enfermer »

« Greenpeace » est là aussi ; un mouvement dont le but est la protection, avec intervention sur le terrain (aqueux en l'occurrence), des baleines et autres bébés phoques. Egalement au programme de cette association internationale : l'information des populations sur les « boues jaunes » (résidus phosphatés) et les déchets radio-actifs. Ça vous plaît ? « Je trouve la fête un peu trop politisée », dit l'un — « Si on est là c'est d'abord parce que c'est un rassemblement », dit l'autre.

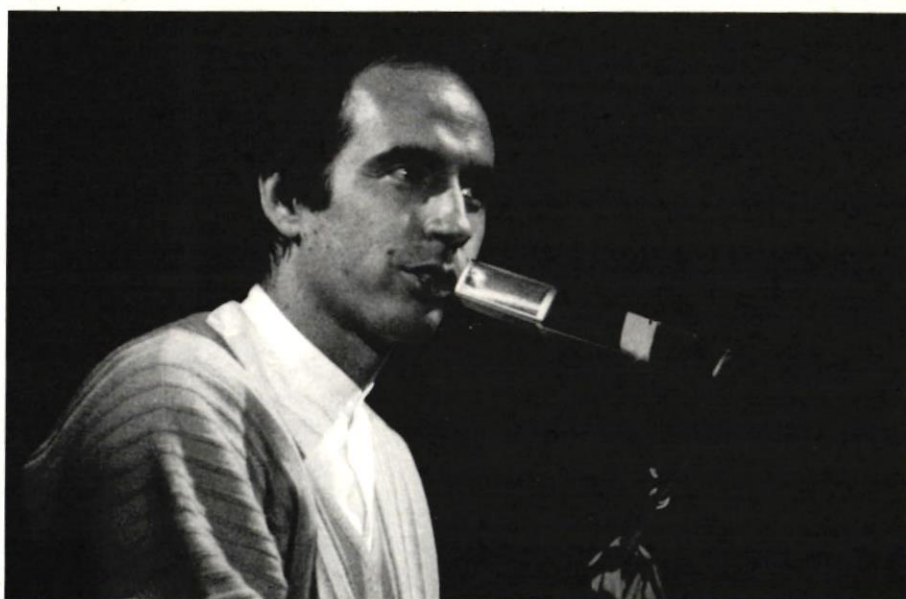
Les stands qui tiennent le haut du pavé, numériquement parlant, c'est sans contexte, les stands internationaux. Près de vingt-cinq ils sont : ça va du Polisario (Sahara occidental), au Salvador, en passant par la Turquie, la Catalogne, l'Uruguay, la Corse, etc... Sans oublier l'Organisation de Libération de la Palestine et l'Association médicale franco-palestinienne, créée en 1978 afin d'apporter une aide matérielle et morale au peuple palestinien. Un jeune Marocain et une jeune Algérienne tiennent le stand. « C'est une fête importante pour la région », dit le premier. « Elle maintient le désir de connaître autre chose que ce qui se fait localement, c'est-à-dire ce qui se passe chez d'autres peuples. A mon sens, l'ouverture à tous les mouvements de lutte de libération nationale dans le monde est un caractère essentiel à cette fête ».

Et la Palestine ? « La lutte de son peuple n'est toujours pas reconnue comme celle d'une libération nationale, dit le Marocain. « Alors que trois gouvernements socialistes d'Europe, la Suède, l'Autriche et la Grèce, reconnaissent l'O.L.P., le gouvernement français n'a toujours pas modifié sa position. Mitterrand est le seul chef d'Etat d'Europe à avoir été en Israël : pourquoi ne reconnaît-il pas l'O.L.P., ne serait-ce qu'afin d'établir un équilibre ? Les Palestiniens sont autre chose que des « cafards qu'il faut enfermer dans une bouteille », comme l'a dit Begin sur la fin de son règne. Quand ils sont partis de Beyrouth après 60 jours de résistance, ça a été avec les garanties française et américaine de sauvegarder la vie des Palestiniens qui restaient dans les camps. Mais il y eut les massacres de Sabra et Chatilah, qui n'auraient pas eu lieu si les forces militaires occidentales n'étaient pas parties 48 heures avant ».

Comment faut-il envisager l'avenir, là-bas ? « Les Palestiniens ne demandent qu'à retrouver leurs maisons et leurs terres, et parvenir à une cohabitation démocratique, entre Chrétiens, Musulmans, Juifs, athées. Un mouvement de paix s'est créé en Israël : au lendemain de Sabra et Chatilah, 300 000 Israéliens ont manifesté. Rien n'est encore perdu... »

Pas synchro

La fête du P.B., c'est aussi (et pas mal) des spectacles ; une vingtaine cette



Interdite sous Franco, en 1968, « L'Estaca » (« Le Pieu », « Ar Peul ») devient un véritable symbole et est sur toutes les lèvres en Catalogne. Cette chanson est, quinze ans après, plus que jamais d'actualité, vu son sujet (« Si nous tirons tous ensemble sur le pieu qui nous enchaîne, il est sûr qu'il tombera ») et

elle avait particulièrement sa place à la fête du Peuple Breton, quand Lluis Llach l'a à nouveau chantée. Nous publions le texte de « L'Estaca », adapté en breton par Mona Ar Beg et interprété en spectacle par Thierry Gahinet.

L'ESTACA

1

Tad kozh Sizet din a lare
Beure mat ouzh ar gloued
Ha ni o c'hortoz an avel
Ha gwelout ar c'harr tremen
Sizet ne welit ket ar peul
E-lec'h 'm omp staget hon daou
Biken c'hellimp 'n em zistagañ
Biken ne c'hellimp kerzhout

DISKAN

Ma sachomp start ez ai d'an traoñ
Ha ne bado ket mui pell c'hoazh
Ha sur e kouezho, kouezho, kouezho
Rak gwall vreinet eo dija
C'hwil ma sachit start dre-amañ
Me ma sachan stard dre a-se
Ha sur e kouezho, kouezho, kouezho
Neuze c'hellimp 'en zieubiñ

2

Siwazh, Sizet, se' ra pell' zo
Ha va daouarn 'zo krignet
Va nerzh kalon o tec'hout kuit
Hag en 'zo krenvoc'h krenvañ
Gwall vreinet eo bremañ ar peul
Met ken poanous eo tad-kozh
Ma santan va nerzh o tec'hout
Laromp 'ta en-dre o kan

3

Un deiz e tavas en den kozh
Trec'het gant un avel fall
Den ne oar bremañ pelec'h emañ
Ha me chomet ma unan
Bugale all a dremen c'hoazh
Holl a gevret dirazon
O kanañ e ganaouennoù
Ur c'han en doa desket din.

DU COTE DES MILITANTS

Ceux qui préparent la fête du Peuple Breton ne sont pas sur le pont simplement pendant quarante-huit heures. C'est pratiquement une année à l'avance que l'équipe des militants U.D.B. se met au travail. Le responsable, c'est Pierre Fourel ; le plateau, c'est Serge Tanguy ; le matériel Jean-Yves Trividic. Ils ne sont pas seuls, et la décoration, la restauration, la publicité, les stands, la sécurité, la trésorerie sont autant de secteurs longuement préparés et mis au point. Une équipe qui se réunit régulièrement à un rythme qui augmente au printemps et à l'été, pour finir fort avec les militants de Brest, du Bas-Léon et ceux qui viennent de fédérations plus lointaines, fait en sorte que tout soit prêt pour que le week-end soit véritablement une fête.

Ce qui ne va ni sans suées ni sans sueurs froides. Ni sans courbatures.

Arrivent les artistes, le plus souvent sympathiques et sensibles au travail obscur des militants, et le faisant savoir par lettre (ainsi Lluis Llach). Parfois aussi d'une suffisance insupportable...

Michel Le Bris, dans ce numéro, affirme que les politiques ont toujours vécu aux crochets de la culture. Un propos qui ira droit au cœur des militants qui, pendant que se passaient quelques menus caprices, balayaient les toilettes ou gardaient les entrées sous la tempête !

Un moment à retenir, pourtant, précieux : après la fête, à deux heures du matin, on casse la dernière croûte, avec les « Roadies » de Regiscènes ; les trois camions de la sono ont été chargés. Eux vont prendre la route. Nous, on va dormir un peu, après pas mal de veille...

J.G

année. Bretagne, Angleterre, Etats-Unis, Afrique, Amérique latine... la palette géographique a contenté son monde. A part de musicien qui, au bout de deux jours de spectacles, fera cette remarque d'ailleurs sans animosité: «*La synchronisation des deux scènes, c'est pas évident-évident, hein? Pourtant, il devrait pas y avoir de problème. Pendant que les uns se préparent dans la grande salle, d'autres jouent dans la petite, et inversement, aucun spectacle se chevauchera*».

Certes, mais c'est compter sans, par exemple, les impondérables d'une tempête qui a fait détourner l'avion des Animaux, pardons des Animals, sur Nantes. Mais tout ça s'est arrangé une fois qu'ils ont été lâchés sur scène. Roarhh!

P.G.

COUP DE PIED DE L'ANE

Vous voulez une place importante dans «*Le Télégramme*»? N'organisez pas, alors, la fête du Peuple Breton. Ne mobilisez pas deux cents militants. Ne faites pas venir 25 000 personnes à Brest. Ne rassemblez pas les artisans, les créateurs, les chanteurs, les cinéastes, les acteurs. N'en faites pas un lieu de rencontres politiques, de débats. Ne réussissez pas un forum des peuples en lutte.

Organisez plutôt un concours de pétanque à Loc-Brévalaire!

«*Le Télégramme*» ne pouvait pas faire moins, dans son compte rendu de la Fête du Peuple Breton que ce qu'il a écrit. Mais il aurait pu éviter la contradiction suivante: ne parler que des «*Animals*» et de Steve Hackett, de négliger tout le reste du programme, pour conclure par la fine remarque que les militants bretons ne s'intéressent qu'à la culture américaine! □.

A l'occasion de la fête du Peuple Breton, Herri Gourmelen exprimera le point de vue de l'UDB sur «*une décentralisation administrative qui ne permet pas l'essentiel, l'expression politique du peuple breton*». Quant à Jean Guéguénat, il évoquera la diversité et la différence dont le respect seul permet l'existence de l'identité des peuples.

Nos amis de l'Union du Peuple Corse, présents à la fête, ont dénoncé chez eux les dangers qui menaçaient le statut particulier: le système des clans et le manque de moyens.

Nous autres, Bretons, n'avons sans doute pas les clans mais l'UDB pour sa part dénonce depuis toujours les «*notables coloniaux*», clients du pouvoir central, chargés de maintenir les Bretons dans la soumission, en se camouflant derrière des «*étiquettes-bidon*», la dernière en date étant «*Bretagne-initiative*»... Que n'ont-ils fait preuve d'initiative quand ils étaient au pouvoir?

Mais la gauche par jacobinisme d'une part, parce que timorée d'autre part, laisse les adversaires de la reconnaissance du peuple breton et de sa libération sociale, jouer aux champions de la décentralisation.

Disons le tout net, cette décentralisation qui a tant de mal à se mettre en place — tellement les blocages sont évi-

dents: hauts fonctionnaires hostiles, pouvoir devenu hésitant devant «*la grande affaire du septennat*», à quand les élections régionales? eh bien, cette décentralisation n'est pas ce qu'il faut à la Bretagne.

Il y a quelque paradoxe à voir aujourd'hui les élus de gauche tentés de se tourner vers les fonctionnaires d'autorité du pouvoir central, les préfets, pour se garantir face aux présidents de droite des conseils généraux ou régionaux, eux qui dans le Programme de 72 demandaient la suppression des préfets.

La décentralisation administrative si difficile dans l'état actuel des mentalités ne permet pas l'essentiel: l'expression politique du peuple breton — Pour cela il faut un statut spécial, c'est-à-dire l'au-

tonomie! qui permettra au peuple breton de dire quel avenir il veut.

Donner la parole au peuple breton sur son avenir c'est la meilleure, la seule façon, d'affronter les problèmes vitaux qui se posent aujourd'hui à lui: le problème culturel bien sûr. L'UDB nous demande de signer durant ces deux jours sa pétition en faveur du CAPES de breton et de l'intégration de Diwan; le problème économique, car aujourd'hui comme hier le problème de l'Emploi reste la priorité des priorités et l'UDB a des propositions à formuler dans ce domaine: industrie, agriculture, secteur maritime...

Dans le contexte de crise il ne s'agit pas de faire comme la droite, mais autrement. C'est possible par l'autonomie socialiste. L'espoir existe. Rejoignez la Bretagne qui se bat. □.



Le stand du Front Polisario.

Une voix puissante du Pays Catalan clot cette fête. Après les voix de l'Afrique, celles de la Corse, du Pays de Galles, de l'Irlande. Et celles de la Bretagne.

La fête du Peuple Breton, c'est aussi la lutte d'un peuple, et cette lutte est largement partagée dans le monde. En témoignent les stands que vous avez visités pendant deux jours, ceux des peuples qui souffrent, en Amérique du Sud, ceux qui se révoltent, en Europe, ceux qui construisent leur nation, comme nos camarades saharouis le font, dans les camps de réfugiés, dans la guerre du désert, malgré les bombes américaines et les Mirages français.

En témoignent les diverses langues, les parlers différents, les manières de vivre que nous avons ici cotoyées: la diversité des cultures.

Car ce que veut aussi montrer la fête du Peuple Breton, c'est la place essentielle de la culture.

Une culture qui n'est pas seulement un produit à vendre, une opportunité de redresser la balance du commerce extérieur. Une culture qui n'est pas non plus un sous-produit plus ou moins négligeable de l'économie. Elle est, en réalité, une dimension essentielle de l'action politique.

La culture du Peuple Breton, c'est sa langue, qui a des droits, comme toutes les autres, et exactement au même titre.

Des droits de vivre et de se développer, et pas seulement celui de mourir tranquillement.

Mais c'est aussi sa diversité, à travers le breton, c'est vrai, mais aussi le gallo, les français les cultures des immigrés qui vivent en Bretagne. La chance de la culture bretonne, c'est sa diversité, son ouverture, sa capacité à s'adapter à un monde qui s'urbanise, se transforme. Sa force, c'est d'être un outil dans les luttes sociales, un axe essentiel pour la libération et l'épanouissement du Peuple Breton.

Sa chance, c'est le rebond au contact des autres cultures du monde, et non le repli sur un ghetto. Sa force, c'est d'accepter de se frotter aux autres cultures, de s'y confronter, de s'y affronter.

Cette fête est donc aussi celle de la diversité et de la différence. Celle en un mot de l'identité. Car si l'on a bien visité les stands, écouté les chanteurs, les acteurs, les conteurs, n'est-ce pas là, en définitive, leur point commun? La revendication de l'identité est aujourd'hui la revendication la plus profonde, la plus partagée, la plus universelle. Depuis vingt ans bientôt, nous sommes quelques uns à avoir cette idée fixe qui se révèle aujourd'hui universelle. Ce que nous voulons, à travers cette fête du Peuple Breton, c'est montrer et faire partager l'actualité criante de l'identité. □.

Erwan Denes



1	5
2	6
3	7
4	8

1. Avec les Francas
2. Pierre Ackendengue
3. Steve Hackett
4. Una Ramos
5. Au stand crêpes
6. Didier Lockwood
7. Kelly Family
8. Lamine Konté



REPORTAGE PHOTOS : LOUIS BLONCE





COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. A noter que, conformément aux usages dans la presse, nous ne publions que les lettres qui nous parviennent signées. Nous pouvons toutefois préserver l'anonymat des auteurs lorsqu'ils en manifestent le désir.

Le breton égale zéro

Puis-je me permettre d'émettre un petit bémol discordant au concert de louanges offert par votre journal (n° 237) au Festival Interceltique de Lorient ?

Personnellement, j'y prends aussi beaucoup de plaisir chaque année, cependant il y a une chose qui me devient de plus en plus insupportable (et je suis loin d'être le seul...) c'est la place ou plutôt le manque de place réservée à la langue bretonne. Que « Ouest-France » publie durant cette période des articles en anglais et en espagnol en oubliant de faire plaisir aux indigènes c'est hélas habituel, mais que le festival se comporte de la même manière, ça n'est plus pardonnable. A part la messe en breton et une présentation bi ou trilingue le dimanche après-midi au stade, c'est simple : breton = 0.

Les affiches sont en français, les programmes sont en français. Pas un mot dans notre langue dans le livret de présentation de l'exposition artistique, où, après avoir observé la mine étonnée de la caissière si vous demandez « Pegement eo ? », vous pouvez toujours aller au stand gallois. C'est là seulement qu'on peut parler et lire du breton.

Il y a deux ans j'avais été au comité évoquer cette question. Fort aimablement reçu par un membre du comité, présentateur habituel et fort connu dans les cercles celtiques, il m'avait répondu :

« heu... ben oui, on présente déjà en français, en anglais, en espagnol, pourquoi pas en breton... ». Mais depuis, il n'a rien changé à ses habitudes.

L'an dernier, encore obstiné, j'avais osé aborder le problème à la fin de l'inoubliable soirée de Brendan-Voyage avec le présentateur (en français et anglais) toujours membre du comité et fort connu cette fois dans les bagadou, il m'avait répondu :

« C'est tout ce que vous avez retenu de la soirée, Monsieur ? »

Cette année, il n'a présenté qu'en français. Alors, vous parlez si depuis je fais attention à mon langage. Je ne parle plus breton qu'avec mon pompiste, ou loin du podium quand il y a beaucoup de monde, ou dans la rue où je rencontre beaucoup de bretonnants... car il vient beaucoup de bretonnants au festival. Mais, s'ils peuvent boire, manger et pisser un peu partout dans toutes les langues officielles des états multinationaux, pas moyen jamais d'en faire autant en breton. C'est constipant.

Après cela on a belle mine d'aller réclamer à Paris ce qu'on est pas capable d'obtenir ici de la part de « militants culturels bretons ». Ce ne serait pourtant pas bien difficile de confier cette question à Skol an Emsav, ou à Diwan ?

Alors, P. Guergadic, bravo pour tout, mais un effort S.V.P. en 84 pour l'ambiance bretonnante à créer à Lorient.

Kenavo.

Y. Baron, Brech.

L.M. + L.I.: tout le monde se comprend

Combien de langues pour se comprendre ? Dans le « Monde Dimanche » du 11.9 (page 2) un lecteur, en réponse au courrier d'un autre lecteur (M. D. du 28.8) écrit : au lieu d'enseigner les langues locales, « il faut d'abord apprendre aux jeunes Français à lire et à écrire correctement leur langue ; et leur apprendre très tôt une langue pour les relations avec l'étranger : l'anglais ».

Je lui ai répondu, par « Le Monde » : « Pourquoi s'embarrasser du français ? Apprenons bien l'anglais (ou l'américain) aux enfants de l'hexagone et d'Europe comme on a appris le français aux enfants bretons, basques... Ce serait encore plus logique. En supposant quelques réticences dans les milieux politiques, littéraires... Je vous propose une solution encore plus rationnelle : laissons chacun parler et étudier sa langue maternelle. Pour les relations avec l'étranger, le Dr Zamemhof en a créé une comme la Révolution de 89 a créé le système métrique qui petit à petit s'impose sur terre, même si quelques journalistes parlent encore de barils de pétrole ».

Voilà l'essentiel de ma lettre au Monde. Dans la colo de Sizun (1), les contacts auraient été plus faciles et les rapports plus fructueux si les Bretons et les Sahraouis avaient parlé la langue internationale. Je pense qu'elle est le meilleur moyen pour sauver les « langues locales ». Je sais qu'elle n'est pas à la mode mais il faut de temps en temps se secouer pour se débarrasser de la mode et regarder vers l'avenir. Que ne pourrait-on apprendre en sciences (pures ou techniques) pendant le temps passé à baragouiner l'anglais, l'allemand, le russe ou l'espagnol. Langue maternelle + L.I. : tout le monde se comprend, sur notre terre qui se rétrécit de plus en plus vite.

F. Guéguen, 92 Clamart.

P.S. J'aurais aimé visiter la colo et en tant que prof de gym. discuter avec Cornec des sports bretons et de ce « bazig kam » qui chez nous (Coat-frew) s'appelait horz ou horse.

(1) Lire P.B. de septembre 83.

Sécu : rectification

Votre article sur la protection sociale (P.B. de septembre) comporte deux erreurs : les accidents du travail et maladies professionnelles sont exclusivement financés par les employeurs. Cette branche est équilibrée puisque les cotisations sont calculées sur les dépenses dont le taux varie selon la branche d'activité. De plus, les allocations familiales sont financées par les employeurs ou les travailleurs indépendants (jamais par les salariés). La remarque sur l'augmentation de 100% des cotisations A.F. des indépendants est fautive, car ils relèvent du régime général pour le versement de leurs prestations familiales.

Michèle Nicolas, Rennes.

D'accord, mais...

Nous avons lu avec le plus grand intérêt l'article de Jean Guéguen intitulé « Gare, vous, la culture arrive ! » (P.B. n° 238). Ci-joint la photocopie d'une lettre que nous avons reçue voilà pas mal de temps de R.B.O. qui vous confirmera une fois de plus l'arrivée à grandes enjambées de cette « Culture » mirifique !

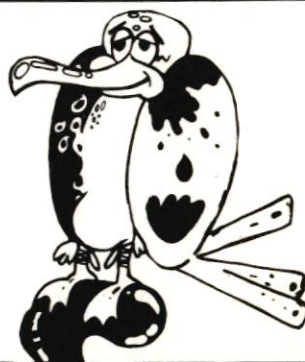
Les Protestants avaient demandé, voilà bien longtemps, l'autorisation d'émettre en langue bretonne un office religieux de 1/4 d'heure à l'occasion des quatre grandes fêtes indiquées dans la lettre, les Catholiques ayant eux droit à une heure à l'occasion de ces mêmes fêtes. Après démarches sur démarches, trois émissions, uniquement en langue bretonne, furent accordées ; et puis voilà que finalement, la quatrième a aussi été accordée, mais à condition que toutes ces émissions aient dorénavant lieu également en français ! Une demande d'explication adressée le 22 juillet 83 est restée jusqu'ici sans réponse. Qu'en pensez-vous !

Abel Omnes, Skingomz ha Skinwell, Saint-Brieuc.

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce
29200 BREST
Tél. : 44.33.21



LADA. CÔTÉ BEAUTÉ.



LADA. CÔTÉ PRIX.

31 700 F
Prix clés en main
au 19/09/83 modèle 84
(hors frais d'immatriculation)



Lada côté beauté, c'est l'élégance classique d'une automobile faite pour plaire longtemps. Lada côté confort, c'est de la place pour cinq personnes bien à leur aise, des sièges soigneusement étudiés, un tableau de bord très complet, un coffre spacieux. Lada côté prix, c'est la beauté et le confort automobile accessibles à tous.

LADA 2105

Garantie assistance Lada,
avec Mondial Assistance.



GARAGE BODIER
STATION B.P.

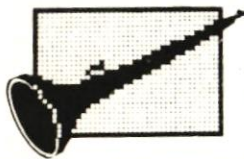
159, route de Gouesnou
BREST - Tél. 02.64.44

IMPRIMERIE LE GRAND

8-10, route de Quimper
BREST

Tél. 02.03.89

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



MAGNÉTOSCOPES VHS
BETA
SONY - BRANDT

Cassettes Vidéo
BRANDT
P.D.M.
MAXELL

FUJI
E 180 : 89 F
E 120 : 77 F

TRANSELEC

188, rue Jean-Jaurès - BREST



55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE

FER MER - ROUTE
Camions capitonnés Matériels spécialisés



25, rue Evariste-Galois
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

TYBREIZ

Crêperie

- Ses spécialités
- Krampouz ha jistr mod

15, rue Duguesclin LANNION

tél. 37.91.20

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

B.P. 304
29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
un réabonnement ☐
— ordinaire : 80 F (1)
— de soutien à
partir de : 100 F (1)
— étranger : 95 F (1)
— étranger par avion 115 F (1)
à partir du N°..... inclus
 - Ci-joint le règlement par
— chèque postal (1)
— chèque bancaire (1)
— mandat-lettre (1)
- C.C.P. RENNES 2365-76

LES RÉCENTS ZÉVÉNEMENTS

